N°021 • 3ème Trimestre 2018

Les Echos du PNDP

The National Community-Driven Development Program's Bilingual Quarterly Magazine

www.pndp.org

Solutions endogènes

L'esprit participatif s'enracine

ACTUALITÉS

REDD+

Participants assess achievements P. 8

ESPACE MINEPAT

Coopération Cameroun-BAD

De nouvelles perspectives P. 12

PARTENAIRES EN BREF

Nachtigal Hydro-Electric Project

World Bank's Enormous Support P.15

PNDP

National Community Driven Development Program

A hot line 8567 For all your Worries and grievances

Get information from the right source :

- → If you encounter difficulties in executing your activities ;
- → If you notice any shortcomings in the implementation of your micro-projects ;
- → If you wish to be informed about our missions and achievements.

CNC, Pont Dragages, Entrée UNESCO & PNUD
P.O. BOX : 660 Yaounde-Cameroon • Tel. +237 222 213 664 • Fax : +237 222 213 663
Email: pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org

WORLD BANK GROUP · AFD Agence Française de Développement · C2D Cameroun France Contrat désendettement & développement · MINEPAT

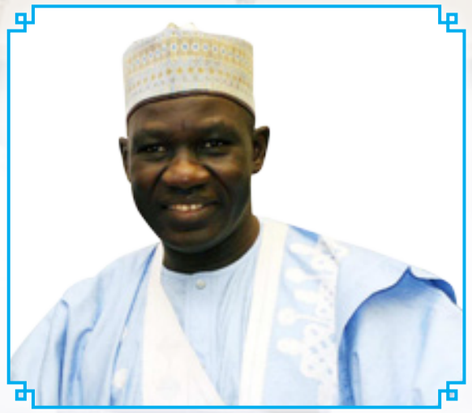
« Les consultations que j'ai menées, mais aussi les multiples avis et suggestions que j'ai recueillis, m'ont conforté dans l'idée que nos concitoyens souhaitent participer davantage à la gestion de leurs affaires, notamment au niveau local. Je crois fermement à cet égard, que l'accélération de notre processus de décentralisation va permettre de renforcer le développement de nos régions. J'ai dans cette optique, prescrit la mise en œuvre des mesures nécessaires pour concrétiser rapidement cette réforme majeure ».

Message du Président de la République, S.E Paul BIYA, à la nation, le 31 décembre 2017.

S.E. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Ousmane Alamine Mey
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Paul Tasong
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE

09 Développement local
Le PNDP à l'école Sud-coréenne

13 BIP 2018
L'exécution physico-financière examinée

14 PCP-ACEFA
Une offre de conseil agropastoral qui évolue

45 Sécurisation du patrimoine foncier
L'expérience sénégalaise nous parle

EDITORIAL
06 L'esprit participatif s'enracine
07 The participatory spirit is gaining ground

ACTUALITES
08 REDD + : participants assess achievements
08 HIMO II : l'équipe de pilotage du PNDP fait le point
10 PDPP III : roadmap for best citizenship
11 Décentralisation et développement local : les axes de déploiement du PNDP présentés au MINDDEVEL

ESPACE MINEPAT
12 Coopération Cameroun – BAD : de nouvelles perspectives

NOS PARTENAIRES EN BREF
15 Nachtigal Hydro-Electric Project : World Bank's Enormous Support

DOSSIER
16 Solutions endogènes : connais-toi toi-même
17 Infrastructures : le bon exemple qui vient de Yaguem
18 Tignère : 32 Km de route réalisés à la main
19 Dibombari : Emancipation of Bwassalo afoot
20 Community Development :Bafut council sets the pace
21 Successstories emanating from Bafut councils
22 Rey Bouba : villagers opt for community health services
23 Nkoutou : un pas vers l'autonomisation
24 Mfou : Ekoko II montre la voie
25 Esse : les populations d'Ebobo réparent un pont
26 Bétaré-Oya : populations organised development management committees
27 Magom : les fruits du dialogue et de la concertation
28 Ikonde : la localité se prend en charge
29 Melangue II : l'union fait... le couple
30 Biwong-Bulu : jeunesse consciente à Zoebefam
31 Réactions : « Tout le monde veut assurer son bien-être »
32 Ouro Kessoum –Landou II : du développement communautaire à bonne école
33 Ngong : Un, deux, trois, ...et champ!
34-35 Maouda et Golonguini : les populations se prennent en main
36 Akak Yévol : on mise sur le poisson
37 Seppe : la pépinière du développement
38 Dir : la commune sort du lot
39 Meganda : un pont lancé vers son développement
39 Wadji : orfèvre des solutions endogènes
40 Log-Maba'a : des projets plein la tête
41 Mandjou : à l'avant-garde des Solutions endogènes
42-43 L'avis de l'expert : Thomas Ongon ***« 168 communes sont déjà engagées»***
44 Post Scriptum : all concerned !

FOCUS
45 Sécurisation du patrimoine foncier: l'expérience sénégalaise nous parle

NOUVELLES DES RÉGIONS
46 PDPP III : la mise en oeuvre des projets examinés à l'Est
46 Messok : CDP updated
46 Garoua-Boulaï : le PCD actualisé
46 Search for Finance : Challenging task for councils

Directeur de la Publication
Marie Madeleine Nga

Rédacteur-en-chef
Jacques Messi
jmbala@pndp.org

Comité éditorial
Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon, Peter Elangwe.

Equipe de rédaction
Paul Charlot Elomo, Rachel Njoya, Stéphane Kapto, Thomas Ongon, Mankongo, Perrier Fouelefack, Sylvestre Chegue, Stéphane Mbappou Mbella, Hérvé Nyama, Joséphine Edwige Bika, Marius Ze Akono, William Totué, Augustin Corin Bitchick, Hamadou Ousmane, Ludovic Amara, Yvette Bikélé Mbassi, Dickson Agbortogo, Viviane Nnouck A Bol, Francisca Fembe, Donald Assembe.

Adamaoua
Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali, Esaï Meidogo Shakur.

Centre
Rostand Embolo, Lorrain Guimdo, Willy Azebaze.

Est
Claudine Ashetkuemun, Elysée Olinga Ateba, Gustave Epok.

Extrême-Nord
Antoine Degem, Delor Mbang Atangane, Tabouli Succès.

Littoral
Bruno Daniel Nkandjo, Babouma Ngo Baya Sophie.

Nord
Ousmaila Mohamadou, Casimir Tekela, Eric Elouga.

Nord-Ouest
René Bertrand Nguko, Pascal Kolo, Glory Ngum Tekum, Geraldine Shu Manka.

Ouest
Boniface Megouo, Duplex sakam, Eric Vincent Fomo.

Sud
Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno.

Sud-Ouest
Atenchong David nkem

Secrétaire de rédaction
Ludovic Amara

Traduction
Aaron Epale

Mise en page
Lordric Kako

Impression
Sopecam

Tirage
5000 exemplaires

Abonnements
lesechos@pndp.org

Cellule Nationale de Coordination
BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

L'esprit participatif s'enracine

Par Marie Madeleine Nga

« *Donnez un poisson à un homme, il mangera une journée ; Apprenez-lui à pêcher, il mangera toujours* ». Cette sagesse africaine n'a jamais autant trouvé son application qu'à travers la mise en œuvre des « *Solutions endogènes* ». En effet, les populations intègrent de plus en plus la notion d'autonomisation. L'attentisme recule, laissant progressivement place à une prise de conscience aigüe, non seulement des problèmes que la communauté rencontre dans son quotidien, mais surtout, de la nécessité qu'elle-même se mobilise pour leur prise en charge complète, avant toute intervention externe.

Au cœur des préoccupations du Programme National de Développement Participatif (PNDP) depuis son lancement en 2004, la promotion de l'engagement citoyen au sein des communautés à la base, véritable ingénierie sociale, participative et citoyenne, de transformation et de structuration des hommes et du milieu, connaît une forte densification au cours de cette troisième phase. Celle-ci est d'ailleurs consacrée ***«phase de consolidation »,*** avec pour objectif de *« renforcer la gestion des finances publiques locales, ainsi que les processus participatifs et transformationnels de développement au sein des communes, afin de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité ».*

Ainsi donc, en vue de raffermir les processus d'engagement citoyen au sein des communes à travers le socle que constituent les communautés à la base, le PNDP a mis en œuvre un nombre important d'activités, parmi lesquelles on peut citer de manière non exhaustive : la mise à échelle dans les communes du contrôle citoyen de l'action publique (SCORECARD) visant à permettre aux populations d'exprimer leur perception de la qualité des services fournis dans la commune ; la production des bulletins trimestriels à l'effet de favoriser la diffusion de l'information par la commune aux populations et la mise à la disposition des bénéficiaires d'un numéro vert à l'effet, de recueillir et de traiter leurs doléances et plaintes adressées au programme.

Dans cet ordre d'idées, la promotion des *« Solutions endogènes »* apparaît comme un axe majeur d'intervention du Programme, dans l'optique de l'accentuation de l'engagement citoyen des bénéficiaires. Faut-il le rappeler, les Solutions endogènes sont des réponses et des actions concrètes que les populations apportent elles-mêmes aux problèmes identifiés, de manière participative, notamment au cours du processus d'élaboration ou d'actualisation du Plan Communal de Développement de la commune. Pour le Programme, les Solutions endogènes sont des instruments solides d'appui à la dynamique de développement local et de transformation sociale, au regard de leur contribution importante à l'amélioration de l'offre de service de base et de la cohésion sociale dans les communautés à la base.

Assurément, les Solutions endogènes sont implantées dans l'esprit des communautés à la base sous l'impulsion du PNDP. A ce jour, la dynamique est enclenchée dans tous les villages de 168 communes de notre pays. Les maires de ces communes ont d'ailleurs un cadre communal chargé des communautés, dédié au suivi et à l'accompagnement de la mise en œuvre des Solutions endogènes par les communautés. Cette dynamique des solutions endogènes est fortement appréciable. C'est par exemple le cas dans la commune de Bafut, située dans la région du Nord-Ouest, où les populations

se sont elles-mêmes attelées à la construction d'un pont reliant les villages de Njineweh et Ntahkokore, résolvant ainsi un problème majeur qui se posait. Et que dire de Melangue II, village de la commune de Biwong-Bulu dans la région du Sud, où les populations ont mis fin au phénomène d'union libre en faisant légaliser plusieurs mariages. Un problème qui du reste était une source d'insécurité pour les femmes et les rendait improductives. Les exemples de ce type sont légion dans toutes les régions du pays, et traduisent à suffisance l'ancrage de plus en plus solide de l'engagement citoyen dans l'esprit des populations.

En tout état de cause, la mise en œuvre des Solutions endogènes dans les communes, avec l'accompagnement technique du PNDP, poursuit son chemin et se prépare à entrer dans une phase de généralisation. Notre vœu est de créer une masse critique, qui permettra de donner une impulsion solide et définitive à ce processus, appelé à s'étendre sur la totalité des villages que compte le Cameroun. Le challenge est donc immense et nous invite à continuer sans relâche, le travail d'identification d'axes pertinents d'accroissement de cette dynamique. Et si cette œuvre ne se réalise pas sans difficulté, les premiers résultats sur le terrain nous donnent des raisons de croire que nous sommes sur la bonne voie. ■

The participatory spirit is gaining ground

By Marie Madeleine Nga

« *Give a man a fish and you feed him for one day; teach a man to fish and you feed him for a lifetime* ». It is worth noting that this African wisdom has, more than ever before, found its application through the implementation of *«Endogenous solutions»*. As a matter of fact, the populations have been gradually appropriating the notion of empowerment. The wait-and-see attitude is stepping back, thereby progressively raising an acute awareness not only as concerns the problems faced by the community on a daily basis, but equally and mostly as concerns the dire need of the said community to get mobilized for the management of its own destiny instead of relying on an external intervention.

In the heart of the concerns of the National Community-driven Development Program (PNDP) since its inception in 2004, the promotion of citizen engagement within the grassroots communities has been stepping up in the course of the third phase of the Program dubbed ***«consolidation of achievements »***. The main development objective continues to revolve around *« boosting the management of local public finances, as well as the development participatory processes within the councils, in a bid to secure the provision of quality and sustainable infrastructures and socio-economic services ».*

Thus, with a view to strengthening the citizen engagement process within councils based on the grass-roots communities, the Program has been backing up the implementation of a good number of major activities amongst which one may, inter alia, cite: the scaling up of communes in terms of citizen control of public action (Scorecard) which is likely to enable the populations to express their perception as regards the quality of services provided by the commune; the drafting of quarterly magazines/ newsletters which are aimed at enhancing the dissemination of information to the populations via the commune, as well as putting a toll-free number at the disposal of beneficiaries; which is likely to help them collect and redress their grievances and complaints thus forwarded to the Program.

In this regard, the promotion of *«Endogenous solutions »* therefore constitutes a major guideline in terms of the Program's intervention on the one hand, and the stepping up of citizen engagement for beneficiaries, on the other hand. As a reminder, Endogenous solutions should be considered as concrete answers and actions provided by the populations themselves to address issues identified via a participatory approach, especially when drawing up and updating the Communal Development Plan (CDP) of the council. As far as the Program is concerned, Endogenous solutions should be considered as solid tools aimed at supporting the local development dynamic ad social transformation given their significant contribution to the improvement of the basic service provision and social cohesion with the grass-roots communities.

Undoubtedly, Endogenous solutions have imposed themselves to grass-roots communities under the impetus of PNDP. To date, it is worth noting that the said dynamic is being triggered in all villages from the 168 communes in our country. With the support of PNDP, the lord mayors of such communes have hired a new Executive member mainly in charge of communities and dedicated to the monitoring and support to the implementation of endogenous solutions by the communities themselves. Such is, for instace, the case with the council of Bafut, located at the North-West region, in which the populations have, on their own initiative, embarked on the construction of a bridge linking the village of Njineweh to that of Ntahkokore, thereby solving a major problem they were confronted with. And what about Melangue II, a village located at the commune of Biwong-Bulu in the South Region in which the populations have put an end to the old phenomenon of common-law couples. A phenomenon which constituted a source of insecurity to women, thereby rendering them unproductive. Examples of such nature abound throughout regions in our country; this is a living testimony of what is more and more referred to nowadays as citizen engagement in the mind of the populations.

In any case, the implementation of Endogenous solutions thanks to the technical support of PNDP is going on smoothly and is about to get to a generalization phase. Our earnest hope is to create a critical mass; which is likely to give a fresh and final impetus to the said process that is called upon to stretch over all villages in particular, and in Cameroon, in general. The challenge is therefore huge and we are called upon to continue to work tirelessly in order to identify the pertinent guidelines in terms of stepping up such dynamic. As the said mission is going on smoothly, field results let us expect that we are on the right track. ■

REDD +

Participants assess achievements

After the effective implementation of projects aimed at reducing the emissions from deforestation and degradation effects, PNDP has undertaken to evaluate its benefits.

An evaluation meeting to assess worked done by a consultant charged with assessing and highlighting some pertinent elements, best practices as well as lessons drawn from the development process and implementation of pilot projects in connection with the reduction of the emissions from deforestation, and effects from land degradation that stemmed from the Program's component of REDD+, has been held in Douala.

The event that took place at Mérina Hotel on 24th July 2018 centered on reports on the capitalization of results achieved with regard to the Program's component of REDD+. Based on the results, participants question climate changes in Cameroon on the one hand, and at the international level, on the other hand.

The National Coordinator of PNDP was represented at the workshop by Mr. Georges Nkami, a Socio-environmental Specialist. In his introductory address, Mr Nkami laid emphasis on the context under which the workshop is taking place. He said, the overall objective revolved around presenting and validating the deliverables of the study from the capitalization study on the results achieved by the Program's component of REDD+.

From the hired consultant's exposé, it emerged that the REDD+ pilot projects that have been established by PNDP, are quite in line with international standards such as the VCS (Verifield Carbon Standard), CCB (Climate, Community and Bio-diversity) and with the regulations in force in Cameroon. A great part of such projects relied on the Shave 2007's methodology in order to carry out their feasibility studies. The consultant's exposé sparked a lot of reactions, considering the importance granted to REDD+ by Cameroon, as a development tool, and as participants who are going to fuel the report thus drafted. ■

Opération HIMO II

L'équipe de pilotage du PNDP fait le point

Du 16 au 22 septembre 2018, un atelier relatif au bilan semestriel s'est tenu à Gazawa, département du Diamaré.

« *Evaluer le niveau d'avancement des réalisations des microprojets de la phase II de l'opération Haute intensité de main d'œuvre (HIMO)* » : tel est l'objectif principal de l'atelier présidé par le responsable en charge des infrastructures du Programme National de Développement Participatif (PNDP), Frédéric Bandon. Ont pris part à la séance de travail, le coordonnateur régional, Antoine Degem, l'expert HIMO, Housman, le comptable régional en charge de l'opération, Bertrand Fianga, l'assistant du responsable formation et développement des capacités du Programme, Mankongo. Il convient de rappeler que cette opération initiée par le PNDP a pour objectif de contribuer à l'insertion des jeunes désœuvrés par la création d'emplois durables dans la région de l'Extrême–Nord du Cameroun marquée par la sévérité du climat et l'insécurité engendrée par les attaques terroristes.

Les organisations non gouvernementales CARE (Cooperative for American Remittence to Europe) et CADEPI (Cellule d'Appui au Développement local Participatif) conviés à cet atelier, ont présenté non seulement les activités déjà exécutées dans l'ensemble des 20 communes concernées par l'opération, mais aussi et surtout celles qui restent à dérouler de manière à apprécier la charge financière correspondante et le déploiement dans le temps et l'espace. Frédéric Bandon leur a par ailleurs demandé de faire des propositions sur les « kits d'appui » à fournir aux jeunes afin de faciliter et de booster leur insertion socioprofessionnelle.

Compte tenu du retard accusé dans le démarrage de certains chantiers et l'arrivée à terme des contrats des ONG partenaires, il a été recommandé de prolonger ces contrats afin de boucler toutes les activités inscrites dans leur cahier de charges et de garantir l'atteinte des objectifs visés par l'opération. L'atelier s'est clôturé sur une note de satisfaction du responsable en charge des infrastructures de la Cellule nationale de coordination. ■

Développement local

Le PNDP à l'école Sud-coréenne

Maires et divers acteurs communautaires impliqués dans la mise en œuvre des solutions endogènes du PNDP ont échangé avec Dr Randall Hoag au cours d'une formation à Nkol Afamba le 08 août 2018.

A l'invitation du PNDP, Dr Randall Hoag, Directeur de l'école Canaan Global Leadership center, est venu animer un séminaire de renforcement des capacités des leaders communautaires et communaux à la mise en œuvre des Solutions endogènes. Pendant 10 jours, dont 9 sur le terrain, l'expert a présenté et matérialisé l'approche coréenne de changement social intitulée ''Saemaul Undong'' qui a contribué à faire de la Corée du Sud un pays prospère.

Karine Grijol, auteure d'un article sur le sujet, présente les transformations d'une Corée du sud industrialisée et hyper modernisée. Ceci grâce, entre autres, à l'approche *« saemaul undong »*. Il s'agit d'un mouvement de développement communautaire qui vise à améliorer la vie économique, sociale et culturelle des citoyens, ainsi que leur environnement à travers l'apprentissage des valeurs de travail, de coopération, d'autonomie, de service, de sacrifice, de même qu'une participation active et volontaire des membres de la communauté. Une démarche qui épouse la volonté du PNDP de poursuivre activement la mise en œuvre des Solutions endogènes au sein des villages. Issues de la démarche de planification qui permet d'aboutir à l'élaboration du Plan Communal de Développement, les Solutions endogènes sont des réponses immédiates apportées par les populations locales aux problèmes qui se posent au sein des communautés. Cela va de la question simple du désherbage des abords des routes rurales, en vue d'améliorer la visibilité des conducteurs, à la construction des écoles ou des points de passage en matériaux provisoires, pour désenclaver les bassins de production, en passant par le développement de l'économie locale, pour ne citer que ces aspects.

Quand on sait que les zones rurales coréennes doivent leur succès à un changement radical de mentalités porté par des slogans forts à l'instar du « travail, service et sacrifice » qui doit se faire pour les autres d'abord, on comprend aisément que le PNDP, engagé dans sa troisième phase dite de pérennisation acquis, peut tirer des grands avantages à l'exploitation de l'expérience de la Corée du Sud. ■

PDPP III

Roadmap for best citizenship

A workshop to present a guide for indigenous populations within the framework of the Pygmies People Development Plan was held in Kribi from August 16 to 18, 2018.

The promotion of citizenship is one of the five essential points as far as the Program's approach within the PPDP's framework is concerned. The PPDP-PNDP's approach which is implemented in 31 councils in the Centre, South and East Regions where indigenous pygmy people are found, relies on five major components, namely: citizenship, education, health, agriculture, non-ligneous forest products, inter-communal dialogue and land tenure security.

According to Edmond Georges Makita, consultant charged with conducting the said study. *« From all PPDP's components, the one dealing with citizenship requires the greatest availability of data. Hence, the emphasis laid on the design of a guide on the education of the indigenous peoples' citizenship with a view to harmonizing actions and operations carried out by social actions' service head in favour of such indigenous populations »,* he added.

It is worth noting that such an approach has been hailed by a good number of community-based indigenous leaders who attended the workshop that ended with a firm resolve of promoting citizenship.

The workshop was presided over by Rosalie Aboutou, Secretary-General of the Ministry of Social affairs (MINAS), while PNDP delegation was led by Mrs. Marie Madeleine Nga, its National Coordinator. She was accompanied by Mr George Akami in charge of the environmental aspects, coordinators for the Centre-South-East Regions, as well as their executives in charge of the management of socio-environmental aspects.

At the regional level, the Ministry of Social Affairs (MINAS) was also highly represented through its regional and divisional delegates, as well as the social actions' service heads who have been accompanying PNDP on a daily basis as concerns the implementation of the PPDP. ■

Décentralisation et développement local

Les axes de déploiement du PNDP présentés au MINDDEVEL

C'était au cours d'une séance de travail entre Marie Madeleine Nga, Coordonnateur national et le ministre Georges Elanga Obam.

C'est 1h20 minutes d'une audience riche, fructueuse et édifiante qui a été accordée, le 09 août 2018 dès 11h à son cabinet, par le ministre de la Décentralisation et du Développement local (MINDDEVEL), Georges Elanga Obam, à Marie Madeleine Nga, Coordonnateur national du PNDP. Celle-ci était accompagnée de ses plus proches collaborateurs, notamment les responsables nationaux du suivi-évaluation, de la formation, de l'administration et des finances, ainsi que l'auditeur interne.

Deux grands axes ont constitué la présentation de Marie madeleine Nga au cours de cette séance de travail. L'un portant sur la démarche et l'importance cruciale du processus de planification au sein des communes, l'autre sur toutes les actions importantes liées à la maîtrise d'ouvrage communale, avec en bout de la chaîne les infrastructures issues de la planification.

On retiendra globalement que le PNDP a accompagné les communes dans la mise en œuvre de 329 Plans communaux de Développement (PCD), la mise à disposition de deux cadres –financier et technique- pour accroître la performance organisationnelle des communes, la mise à disposition de matériels et d'outils logiciels, pour une performance plus accrue des communes. Le coordonnateur national du PNDP a tenu à rappeler que le financement des infrastructures n'est que la partie visible des actions du PNDP au sein des communes. Un travail de fond s'effectuant dans les mesures adéquates d'accompagnement visant à termes, à autonomiser les communes en leur donnant les moyens de viabilisation et de gestion de l'espace local.

Répondant à cette large présentation, le MINDDEVEL, qu'accompagnaient ses principaux collaborateurs, dont le secrétaire général Fred Ebongue Makolle, a rassuré sur la disponibilité du ministère à soutenir toutes démarches visant, entre autres, à garantir le développement des collectivités territoriales décentralisées. Ainsi toutes les approches, actions et idées qui vont fertiliser le processus de décentralisation et le développement local sont les bienvenues.

Au terme de cet échange, le panorama des actions du PNDP, loin d'être exhaustif, a été dressé. Marie Madeleine Nga a ouvert également son argumentaire aux perspectives du PNDP à court et moyen termes. Notamment la pérennisation des acquis du PNDP, la revue à mi-parcours en 2019, pour ne citer que celles-là. ■

Coopération Cameroun - BAD

De nouvelles perspectives

Le vice-président en charge du développement régional, de l'intégration régionale et de la prestation de service de l'institution financière africaine en mission de dialogue.

Reçu en audience ce lundi 17 septembre 2018 par le Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, le Dr Khaleb Sherif est venu parachever une décision majeure du Conseil d'administration de la BAD à savoir, la création d'un bureau régional de la Banque Africiane de Développement (BAD) à Yaoundé au Cameroun.

Pour le MINEPAT, cette décision est la démonstration forte de la confiance indéfectible de la BAD au Cameroun. Confiance due à la longévité de la coopération de la banque avec le Cameroun soit 46 ans de rapport cordiaux.

Avec le portefeuille actif le plus important d'Afrique qui totalise 23 projets et des engagements de 1,1 milliards d'euros soit près de 875 milliards FCFA répartis comme suit : transport 63% ; gouvernance 16% ; agriculture et environnement 10% ; eau et assainissement 3%, le Cameroun bénéficie d'une attention soutenue de la Banque. Ce sont là des éléments qui participent de l'excellence de la qualité de la coopération du Cameroun et de la BAD.

Nonobstant le double choque économique et sécuritaire, le Cameroun a réussi à stabiliser son taux de croissance à 4.9% en moyenne et souhaite poursuivre la réalisation de sa vision avec ses partenaires stratégiques tel que la BAD, qui dans le contexte du programme économique et financier du Cameroun a apporté près de 150 millions d'Euros soit 118 milliards FCFA d'appui budgétaire en 2017 et envisage de mettre à la disposition du Cameroun 118 milliards supplémentaires pour l'année 2018 en vue de la réalisation du projet routier « Ring road ». Ce qui augure de belles perspectives pour notre économie.

... La BAD encourage également l'éclosion d'un secteur privé fort, conquérant, et créateur de richesse et d'emploi selon le vœu cher au chef de l'Etat du Cameroun.

En outre la BAD, dont les priorités coïncident avec celles inscrites dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), encourage également l'éclosion d'un secteur privé fort conquérant créateur de richesses et d'emplois, vœu cher au chef de l'Etat qui a à cœur l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la réalisation des grands projets. ■

BIP 2018

L'exécution physico-financière examinée

L'évaluation a été faite au cours de la première session du Comité national de suivi, vendredi 7 septembre 2018 à Yaoundé.

Sous la houlette de Rosette Moutymbo Ayayi, présidente du Comité national de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement public, et du directeur général de l'Economie et de la Programmation des investissements publics au ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territobire (MINEPAT), Isaac Tamba, les travaux au regard de ces performances, ont été l'occasion pour les différents acteurs de relever les entraves à l'exécution des projets inscrits dans le BIP 2018 et de formuler des propositions en vue d'optimiser cette exécution.

Ainsi, à la différence de la même période de l'exercice 2017, il ressort à mi-parcours, une baisse substantielle de la situation de l'exécution des projets financés par les ressources internes (crédits à gestion centrale et crédits délégués). Il se dégage, au 30 juin 2018: un taux d'engagement de 54,75%, contre 69,86% au 30 juin 2017, soit une baisse de 15,11 points ; un taux de liquidation de 47,14%, contre 66,90% au 30 juin 2017, soit une baisse de 19,76 points ; et un taux d'exécution physique des projets de 38,37%, contre 52,83% à la même période de l'exercice 2017, soit une baisse de 14,46 points. Les causes de cette contre performance se trouvent à tous les niveaux.

Avec 52,83% de taux d'exécution, 66,90% de taux de liquidation et de 69,86% de taux d'engagement de l'année dernière à la même période, la maturation des projets demeure un goulot d'étranglement pour la bonne exécution du BIP. En outre, les entreprises qui n'ont pas de capacité financière et enregistrent des retards dans les paiements des décomptes, en passant par les prestataires ne disposant pas de capacités techniques pour réaliser les ouvrages et les dérèglements climatiques, sans oublier l'insécurité dans les régions dites anglophones, le Bip a mal à son exécution physique. On pourrait donc qualifier de laborieux l'exécution du BIP au premier semestre 2018. ■

... Malgré les chiffres encourageant, la maturation des projets demeure un goulot d'étranglement pour la bonne exécution du BIP.

PCP-ACEFA

Une offre de conseil agropastoral qui évolue

En termes de nouvelles orientations, le Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agricoles (PCP-ACEFA) a pour ambition d'adapter le conseil aux besoins spécifiques des producteurs agropastoraux.

La caravane de lancement officiel des activités du PCP-ACEFA conduite par le Coordonnateur national, Dr Bouba Moumini, durant le mois d'août 2018, dans toutes les régions du pays, en présence des gouverneurs, s'est achevée à Yaoundé, par la cérémonie de lancement national, le 27 septembre 2018. Co-présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), et le secrétaire général du ministère de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales (MINEPIA) représentant le ministre empêché, cela en présence du nouveau directeur régional de l'Agence Française de Développement (AFD), Benoît Lebeurre.

A cette occasion, le grand public a pu découvrir et prendre connaissance des ambitions du Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (ACEFA) qui, tout en assurant la continuité, propose une stratégie opérationnelle et institutionnelle en cohérence avec la politique de modernisation de l'agriculture voulue par le chef de l'Etat. On retiendra, de la présentation faite par le Coordonnateur national, que le PCP-ACEFA aura trois grands objectifs : consolider et améliorer les services de conseil aux producteurs, continuer à financer l'appareil de production, pérenniser le dispositif de conseil par la création d'une agence. Une des innovations importantes est la possibilité, pour les exploitations familiales, de bénéficier collectivement du conseil agropastoral sans appartenir obligatoirement à une organisation de producteurs légalement constituée.

Pour le directeur régional de l'AFD, les résultats atteints depuis 10 ans par ACEFA ne doivent pas occulter les défis à relever au cours de la 3e phase pour toucher un million d'exploitations familiales d'ici 2035. Dans son discours de lancement, le MINADER s'est félicité du chemin parcouru par le programme ACEFA. Il a également souligné que la contribution du sous–secteur agriculture à la relance économique du Cameroun est très importante et qu'il ne saurait y avoir une modernisation de l'agriculture sans un service de conseil agropastoral moderne et performant à la hauteur des ambitions de la croissance. Il a également indiqué qu'*« il est impératif d'aider les producteurs à développer et consolider leur système d'exploitation pour une meilleure maitrise des paramètres de production »*. Le coordonnateur a par ailleurs invité chacun en ce qui le concerne à adhérer aux objectifs du PCP-ACFA. ■

Nachtigal Hydro-Electric Project

World Bank's Enormous Support

The Bank's Group on 19 July 2018, in Washington, approved an investment package worth $ 794.5 million.

The energy sector in Cameroon will soon witness a 30% increase in electricity production following the approval by the World Bank of a $ 794.5 million investment project. The said project falls within the long-term commitment taken by the World Bank's Group that has, for twenty (20) years, been backing the energy sector in Cameroon.

Once completed, the new infrastructure will provide the best opportunities to the poor populations who, due to the lack of suitable electrical connections, are disproportionately excluded from the economic activity. A public-private partnership model which is expected to boost competitiveness in the field of economy.

According to the country Director of the World Bank's operations Elisabeth Huybens *«Such investment in the area of clean energy is deemed indispensable in order to scale down the cost of electricity, thereby reviving competitiveness within the Cameroonian economy. The Nachtigal project, rightly considered as one of the few public-private partnerships (PPP) that has emerged within the hydro-electricity sector in sub-Saharan Africa, is expected to speed up the achievement of Cameroon's development objectives, more specifically as far poverty alleviation is concerned»,* she reiterated.

For close to twenty (20) years, Cameroon has been implementing a good number of reforms within the energy sector in a bid to improve on its financial viability and attract private investments. By resorting to an integrated approach in order to boost financing earmarked for development, the World Bank's Group has played a major role in connection with fund-raising in favour of the Nachtigal project.

The International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) as well as the Multilateral Investments Guarantee Agency (MIGA) have provided, each, an amount of $300 million and $ 262.5 million respectively in terms of guarantees, while the International Finance Corporation (IFC) contributed $70 million in equity participation, $152 million of loans and the management of exchange risks in the form of WAP operations. Together, institutions operating under the Group have thus collected a financing envelope likely to mobilize, at the level of the private sector, viable solutions for the development of infrastructure in Cameroon.

The said project is expected to enable the Cameroonian authorities achieve the Vision 2035 in a bid to enhance shared growth, alleviate poverty and create employments, thereby ameliorating industrialization in the country, productivity and governance.

It is also expected to revamp the partnership framework between the World Bank's Group and Cameroon during the 2017-2021 financial period which undertakes to suppress the multiple poverty traps in rural areas, more specifically in the North region, to foster the development of the private sector and infrastructure, not letting out good governance enhancement. ■

Solutions endogènes

Connais-toi toi-même

Un arbre qui tombe sur la route, dans un village près de la frontière avec le Congo-Brazza. Il est difficile pour le délégué départemental des Travaux publics, à 300 km de là, d'avoir cette information à temps. Tout comme la logistique qui viendrait de là couterait deux à trois fois plus cher que si les habitants du village s'étaient organisés pour enlever cet arbre, obstacle à leur épanouissement. L'Etat ne peut pas tout faire, tel est le premier niveau de justification des solutions endogènes.

Le second niveau tient à la rapidité d'intervention des pouvoirs publics. L'Etat a des mécanismes d'identification des problèmes et d'intervention qui peuvent prendre un an, tant les procédures sont complexes. D'où la nécessité pour les habitants à la base de trouver des solutions palliatives et rapides.

Les Solutions endogènes, dont le PNDP porte la promotion, viennent ainsi amener les communautés à la base à identifier leurs problèmes, leurs capacités ; puis les aider à résoudre lesdits problèmes par elles-mêmes. Quels sont vos besoins ? Qu'est-ce que vous pouvez faire ? Etes-vous capable de le faire ? Telles sont les interrogations qui guident la réflexion qui mène au principe du développement communautaire.

Dans ce numéro, le magazine du PNDP est allé dans les villages pour se faire l'écho de la pratique du développement participatif qui s'enracine à travers la mise en œuvre des mesures endogènes. Revue. ■

Infrastructures

Le bon exemple qui vient de Yaguem

Grâce au dynamisme des populations, une route a été ouverte sur 1,5 km et deux ponts construits pour désenclaver ce village de l'arrondissement de Fongo-Tongo.

C'est un exemple qui galvanise et exhorte d'autres communautés à prendre en charge leur développement. A Yaguem, un village de la commune de Fongo-Tongo, les populations ont compris que le développement passe d'abord par une mobilisation intérieure avant la sollicitation d'un appui extérieur. Grâce au Comité de concertation, une instance de réflexion mise sur pied à l'issue du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV), une route a été ouverte au quartier Lepo qui permet aux agriculteurs de pouvoir sortir leurs produits des champs. « *Avant, la route n'existait pas. L'accès aux plantations situées de ce côté du village était difficile. Nous avons réfléchi et décidé unanimement de créer cette route. Ce faisant, nous avons également construit deux ponts pour faciliter la mobilité. Ce chantier était très important pour désenclaver le village* », explique Dominique Nanfack, secrétaire général du Comité de concertation de Yaguem.

Les travaux ont duré deux ans. Période au cours de laquelle il a fallu mobiliser les fonds. Plus de 2,6 millions FCFA. Le premier engin (Caterpillar) venu est tombé en panne. Il a fallu aller chercher un autre à Dschang, dans un état neuf pour véritablement ouvrir la route de ce qui était encore une brousse il y a quelques semaines. Aujourd'hui, cette piste et surtout les deux ponts construits font la fierté du village. Les travaux ont été rendus possibles grâce au Comité de développement, principal bailleur. Ce Comité de développement regroupe les fils Yaguem vivant à l'intérieur et à l'extérieur du village tandis que le Comité de concertation est essentiellement constitué d'élites vivant sur place. Chaque fils apporte un minimum de 5 000 FCFA par an.

Yaguem est un petit bassin agricole dans l'arrondissement de Fongo-Tongo. Ici, on cultive entre autres les tubercules (pommes de terre, plantain, manioc) et le maraîcher (tomate, chou). Les fils de ce coin peuvent désormais bâtir dans la zone désenclavée. Ils attendent néanmoins une aide de la commune de Fongo-Tongo pour mettre la latérite sur cette route qui est difficilement praticable en saison pluvieuse. La commune avait déjà apporté une aide de 100 tôles lors de la construction du foyer du village. Les populations qui, ont ainsi montré leur volonté de prendre en charge leur propre développement, espèrent désormais un coup de main du PNDP et de la commune pour l'électrification d'une autre partie du village et l'adduction en eau potable : deux chantiers hautement prioritaires qui, par leur coût, ne font pas partie des solutions endogènes. ■

Tignère

32 Km de route réalisés à la main

Les travaux effectués par les riverains sur l'axe Tignère-Mayo Nolti ont été inspectés par une mission du PNDP et les autorités locales de Tignère.

La démarche du PNDP qui, vise à garantir la contribution pleine et efficiente des populations d'une localité aux chantiers de développement, porte déjà ses fruits dans la région de l'Adamaoua. Les populations de la localité de Mayo Nolti, dans la commune de Tignère, département du Faro-et-Déo, ont réussi dans le cadre des solutions endogènes à ouvrir une route de 32 Km sur la falaise. C'est une route qui relie leur localité à la ville de Tignère. *« Nous étions au total 500 jeunes volontaires à participer à l'ouverture de cette route à coup de pelles et de pioches. Il nous a fallu deux mois, pour réaliser ces travaux à la main. Nous avons été soutenus moralement par la commune de Tignère pour atteindre notre objectif »,* confie Bachirou Mamoudou, président du Comité de concertation.

Informées de cet exploit, les autorités administratives, accompagnées d'une mission du PNDP ont effectué une descente sur le terrain le 28 février dernier, pour toucher du doigt les fruits des solutions endogènes. A bord de leur véhicule, ces autorités ont parcouru le tronçon avant d'atteindre le village Mayo Nolti où les populations leur ont réservé un accueil particulièrement chaleureux.

C'est la première fois, depuis l'indépendance du pays, qu'un véhicule roule ainsi sur le sol de ce village, apprend-on. La mission du PNDP a saisi l'occasion pour féliciter la participation active et volontaire des populations dans le cadre des solutions endogènes. Ces populations du monde rural ont longtemps souffert des difficultés à évacuer leurs produits agricoles à cause de l'enclavement des bassins de production. Elles étaient obligées de transporter les produits sur la tête jusqu'à Tignère à 32 Km pour les proposer aux consommateurs. Pour ce faire, elles devaient passer toute la journée en chemin. Aussi les populations ont-elles été édifiées sur les opportunités qu'offre une nouvelle route.

Déjà, depuis l'ouverture de la nouvelle route, les denrées alimentaires sont désormais transportées à bord de motos. Le sous-préfet de Tignère, Stéphane Alondi Ntoumel, qui était sur le terrain, a exhorté les populations de Mayo Nolti à multiplier ce type d'initiatives. Car, a-t-il relevé, *« le développement d'une localité passe nécessairement par l'apprentissage de bonnes manières, des valeurs du travail, de la coopération et de l'autonomie ».* ■

Dibombari

Emancipation of Bwassalo afoot

In this village, inhabitants have become self-sufficient through various development activities.

The village Bwassalo Ba Wondja, meaning *« they have set themselves free »* in the Duala language is located in the Mungo Division, about twenty minutes from Douala, in the Littoral Region of Cameroon.

According to an inhabitant of the village a few months back, a native of Bwassalo, in his capacity as a Yaounde-based senior public administration, requested that his village benefits from projects laid down in the Public Investment Budget (PIB). He succeeded in constructing three boreholes which have never gone operational, *«If we had the opportunity of being consulted beforehand, we would have chosen spots where such boreholes would have been more useful. They have been installed without consulting any of us and, worst still, during the rainy season »,* he explained.

Bwassalo can boast of having close to 500 households grouped under a development committee that did not wait for the « top down » to identify its priorities and organize itself to iron out its problems.

In this village, all Mondays are dedicated to general cleaning, while the main road has been the subject of maintenance works on a regular basis. The project underway is about the construction of roads aimed at opening up the agricultural production area. Thanks to His Majesty Mbonji Edjenguele, the village can now boast of having a public lighting system made up of close to thirty street lamps.

Apart from the dynamism among the people, the greatest pride of Bwassalo is undoubtedly its youths: *« here in our village, youths do neither smoke nor steal »,* they say.

The only major difficulty we face here is that members of the Development Committee's Bureau do not reside in the village on a permanent basis. Reasons why, the suggestion made by PNDP to set up a Consultation Committee (CC) made up of permanent resident to revamp the said Development Committee is slow to take off. ■

Ndoumbe Maka

habitant of Bwassalo village

« Our Development is our Personal Business ».

The village of Bwassalo is made up of five large families. In this village, everybody is actively involved in addressing development issues. With regards to development, a special emphasis is laid on the cleanliness in the village. Thus, all our roads in the quarters, as well as our graveyards are kept clean. We are now in a new dynamics, that is, opening up farm-to-market roads for the evacuation of our food crops. Since Bwassalo is the main bread basket within the sub-division, one can easily find products such as palm oil, cassava, etc. The more we get developed, the more our plantations are extended to remote areas. There are no farm-to-market roads, if we keep on waiting for manna from heaven, it will not fall from the sky.

Community development

Bafut council sets the pace

It is no more a secret that communities in the Bafut Council face numerous developmental challenges such as poor road network, intermittent electricity supply, limited potable water supply, poor educational and health infrastructure. These challenges are further aggravated by insufficient local and Government resources, inappropriate top-down project allocations which do not meet the needs of the communities, the existence of many communities with varied socio-economic projects seeking for solutions.

Faced with these challenges, the Bafut Council has embraced the concept of "Local Solutions" as a major approach for the satisfaction of its community development. Consequently, varied strides have been taken by the council towards the promotion of indigenous solutions for the development of her 54 communities.

In July 2016, 35 Municipal leaders were trained by the Bafut Council for three days on how to incorporate the Korean Spirit of Development (Community Driven Development) in their communities. At the end of the workshop, councillors left with transformed mind-sets to champion locally initiated projects in their different council areas. The training was facilitated by, Pioneers Langsi Abel (Mayor), Ngwamukie Samuel (Community Leader-Nchum) and Manka'a Geraldine (Council Development Officer).

The next set of trainings on mind-set transformation targeted Village Community Leaders (VCL), including Councillors, traditional rulers and village development committees. Between May 2017 and June 2018 the Community Development Officer (CDO)-Manka'a Geraldine, trained 50 VCLs from 10 communities on this New Village Movement approach. Each community developed action plans for implementation at the end of the 3-day workshop.

With transformed mind-sets, Community Leaders during their Village General Assembly, passed over knowledge gained to the entire community, setting the stage for the involvement of all for the development of their village. Thus, they engaged their communities in the implementation of SMART action plans (Local Solutions) developed during the workshops. These were projects identified, planned and implemented by the communities for the communities. The Bafut Council provides mainly technical support, and small grants in some cases. Community contribution ranges from 95%-100% in terms of Human, financial and material resources. ■

Success stories emanating from Bafut councils

This follows the initiation and implementation of projects in the Municipality.

The Buwe-Akenshu 9 km road has over the years been a night-mare to the Buwe-Bukari communities as indigenes travel this distance to Akenshu on foot to carry out economic activities, mainly agriculture, non-timber forest activities, hunting and mining of sand. The produce from these activities are transported by head to the homes and local markets, a daunting task. Thanks to transformed mind-sets of village leaders of these communities; financial, material and human resources was mobilised in 2017 to realize the so much needed Buwe-Akenshu farm-to-market road. With its realisation, enterprise development and employment opportunities have been increased. Sand business has now become one of the major economic activities of both communities, engaging a good number of youths as employers or employees.

The Agyati community with a population of about 12,000 inhabitants is cosmopolitan. It hosts administrative offices, educational institutions, NGOs and businesses. For the past five years, this community has been facing a lot of water shortages. Human activities around the catchment area have been a great threat to their water supply in quantity and quality. To resolve this situation, the Agyati Water Management committee in collaboration with the executive of the Village organised community labour to carry out catchment protection work (life fencing, fire tracing, planting of water bearing trees, etc) in three of their catchments; Akojuyo I, Akojuyo II and Njifenah.

Njineweh and Ntahkokore, two neighbouring quarters of Agyati community have over the years been separated by the Akahkah stream. This has hindered the expansion of the population in a fast growing village-Agyati, situated in Bafut urban. The VCLs trained by the council, partnered with Agyati Cultural and Development Association (ADECULA), in 2017 to raise funds which were used to purchase material for the construction of a bridge linking both communities. In addition, the community provided skilled labour.

Poineer Langsi Abel (Mayor of the Bafut Council) after returning from Korea put into work the Korean knowledge and experience by initiating the implementation of projects on a cost sharing basis. To this end, small grants of up to 5% of total selected project cost are supported by the council on a grant basis in cash or kind. Thus, he urged communities to identify projects for implementation at their levels. Costs shared between the community and the council and with the joint efforts of the council and indigenous resources, projects are being realised in some communities.

An example of a small grant project is a block of two classrooms at GHS Agyati. The Bafut council in 2017 provided grant support to the Agyati community. One hundred 3m long roofing sheets (worth about 570,000 FCFA). Labour, bricks, timber, cement, etc, were contributed by the Agyati community. Dry blocks were used to constructed and roofed the structure to make available accommodation for the student population of GHS Agyati.

From the above achievements, one can rightly say without any fear of contradiction that, Mind-set transformation training is a prerequisite for the local solution approach of development to be successful and sustainable. It takes quite some time for behaviours to change whereby the people plan and manage their own development as opposed to dependence on external support. This is worth the effort, for once the minds are changed, the people propose durable solutions for their own development. Development practitioners are therefore called upon to be patient and give time for the results to be evident. ■

Rey Bouba

Villagers opt for community health services

Over 6,700 inhabitants of Ouro Kessoum (Landou II) do benefit from the minimum health services without being compelled to trek over long distances.

Until recently, villagers had to trek over the 40 kilometers that separate the villages of Landou I and Ouro Kessoum from Landou II in order to accede to the integrated health centre of Rey Bouba, situated in the council's down town. With very limited means of transport, such a distance was an obstacle for most inhabitants who went in for traditional medicine or stay put until the illness reaches its critical threshold.

To better the health situation of the people, a satellite health centre was created to meet the basic needs of the people. Such an operation was carried out in two phases, namely the creation, by the Rey Bouba Council, of the health centre of Landou I, with the support of the program dubbed Performance-Based Financing (PBF) of the Ministry of Public Health. It should be recalled that the health centre of Landou I had been extended thanks to the building constructed by the community itself. While the health centre of Ouro Kessoum (Landou II), was constructed and equipped in part with resources from the community.

Since its creation, over 6,700 people have henceforth benefited from the services of this health centre that has been split. In addition to its consultation room, the centre also has a pharmacy, a building and a hangar dedicated to hospitalizations and community-based educative talks, latrines with makeshift materials, and even a pit in which all medical wastes are destroyed.

In this regard, the local populations have raised, through a large mobilization, the sum of about F CFA 500, 000 as voluntary contributions at the rate of FCFA 1,200 per male and F CFA 200 for each woman.

In addition to the above financial contributions, are other contributions in kind, more specifically construction materials such as wooden battens, roof sheets and mud bricks from benevolent persons as well as free human resources. ■

Antoine Tchimbane

Chef du centre de santé Landou I

« Il a fallu vaincre les réticences »

Au début il a fallu composer avec les mentalités. Ce n'est pas tout le monde qui accepte facilement de se soigner à l'hôpital, et certains ont même essayé d'empêcher le projet. Mais heureusement, l'autorité traditionnelle (lamido de Rey Bouba, NDLR) a compris la nécessité et appuyé l'initiative. A partir de là, on a commencé à vaincre petit à petit les réticences et les populations se sont impliquées dans le renforcement en bâtiments du centre, avec la construction de cases pour les hospitalisations, et d'un forage à proximité.

Alexis Deuzoumbe

Président du Comité de concertation de Ouro Kessoum

« Des ouvrages d'une grande importance »

Nous avons mûrement réfléchi pour voir construire un centre de santé. Nous avons rencontré le chef de centre de santé de Landou. Il nous a demandé de construire les bâtiments ensuite, il nous aidera avec les médicaments et les infirmiers. Nous avons ainsi commencé à cotiser et nous mobiliser. Le médecin nous a donné des conseils et aujourd'hui, le centre fonctionne petit à petit. Il reste encore quelques travaux à finaliser et d'autres à refaire comme la cuisine qui a été détruite pendant la saison pluvieuse.

Pierre Beuzoumbe

Délégué Education Comité concertation Ouro Kessoum

« On suit ce qui a été planifié »

C'est quand le Comité de concertation s'est réuni pour le volet éducation qu'on a pu dresser ce plan d'action. Je me contente de suivre ce qui a été planifié. On a pu réaliser un bâtiment de deux salles de classe, uniquement avec les apports de la communauté. Il est effectif. Tous ces projets, c'est parce que la communauté a pleinement adhéré. Pour la salle de classe, même les élèves eux-mêmes ont contribué avec du sable et l'investissement humain. Un Gic a permis de poser les tôles. Il y a certes des difficultés, il y en a toujours, mais on arrive à les résoudre petit à petit grâce à des plaidoyers auprès des autorités.

Nkoutou

Un pas vers l'autonomisation

Les habitants de ce village de la commune d'Efoulan (région du Sud) savourent déjà leurs premières réalisations de développement.

Ils ne sont pas peu fiers de leur première réalisation: un bloc administratif pour l'école publique de Nkoutou. Les habitants du petit village ont construit ce bâtiment pour répondre à un certain nombre de besoins. Notamment de la sécurité pour le corps enseignant, mais aussi la mise à leur disposition d'un espace professionnel adéquat. *« On n'avait pas où travailler. Il fallait parfois s'asseoir en classe pour corriger les copies. Même pour manger c'était un problème. On ne pouvait pas le faire devant les élèves. Maintenant nous disposons d'un cadre de travail. Et nous pouvons même y garder le goûter des élèves qui le souhaitent »,* explique une institutrice.

Ce sont les habitants réunis au sein du Comité de concertation (CC) qui se sont mobilisés pour ériger ce bâtiment pour les instituteurs de leurs enfants. *« Cela n'a pas été facile. Nous avons dû nous priver de beaucoup de choses »,* révèle Blondel Nguele, président du CC de Nkoutou. *« On a commencé, on ne savait pas où cela allait nous amener. Et voilà le résultat »,* conclut-il. Le résultat est une petite bâtisse de deux pièces, dont l'une est le bureau du directeur, Félicien Zambo Asse, par ailleurs chef du village de Nkoutou. Désormais, les efforts se tournent vers une autre réalisation : le foyer communautaire. À Nkoutou, la population l'a compris : *« la force c'est nous »,* déclare fièrement le chef du village. ■

Blondel Nguele

Président du Comité de concertation

« Nous envisageons un champ communautaire »

Notre Comité de concertation est organisé depuis août 2017. Mais les activités ont effectivement démarré fin 2018. Nous avons des réunions mensuelles qui se tiennent tous les derniers samedis du mois. Pendant ces réunions, nous essayons de régler un certain nombre de besoins selon nos priorités. En dehors du bureau restreint, nous avons des délégués de secteur : pour l'agriculture, l'élevage, la culture, le sport, la santé et l'éducation, la forêt et la faune. Au départ cela n'était pas facile. Mais nous avons remarqué que plus nous tenions des réunions, plus la population adhérait. Aujourd'hui, en dehors de la construction du bloc administratif de l'école publique et de la case communautaire en chantier, nous envisageons de créer un champ communautaire qui va nous permettre de renflouer nos caisses.

Mfou

Ekoko II montre la voie

L'installation de l'école publique du village sur son site définitif est l'illustration de l'appropriation par la communauté de l'esprit participatif.

Tous ceux qui quittent Yaoundé pour l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen ou pour Mbalmayo passent par Ekoko II. Ce village, bien qu'à quelques minutes de Messamendongo (Yaoundé IV), dépend administrativement de la commune de Mfou. Et son école primaire publique enregistre chaque année une nouvelle hausse de ses effectifs. De 130 à sa création en 2013, 140 l'année suivante et 150 en 2015, pour 2018-2019, ce sont 177 élèves qui fréquentent cet établissement désormais à cycle complet sur son site définitif. Et pourtant, rien n'a été facile sans l'engagement des populations à la base.

Anatole Tonye, directeur de l'école publique d'Ekoko II, témoigne : *«Quand j'ai été nommé directeur de cette école en 2013, elle n'avait pas de local. Les populations ont alors adressé une doléance à la promotrice d'un centre de formation privé afin que sa structure héberge provisoirement l'école. Avec son accord, nous avons pu occuper ses locaux pendant trois ans.»* « *La solution provisoire ne pouvant être éternelle, la situation devient tendue entre l'école et son hébergeur. La communauté va se mobiliser en portant une doléance auprès de Roger Belinga, maire de Mfou, tout en lui présentant ses premiers efforts : un terrain cédé par certains villageois, du sable, du ciment et gravier fournis par d'autres* », confie un parent d'élève.

Roger Belinga, à son tour, sollicite une compagnie forestière (SCIFO) installée dans la commune pour qu'elle apporte planches, lattes et tôles. Le maire donne ensuite un appui pour encourager les jeunes du village engagés bénévolement à la construction des salles de classe. C'est ainsi que depuis 2016, les élèves d'Ekoko II intègrent leur école sur son site définitif. Et une année plus tard, l'Etat construit deux salles de classe en matériaux définitifs à travers le Budget d'investissement public (Bip). « *Trois ans après, la contribution des parents d'élèves et des populations d'Ekoko II est visible et considérable. Trois institutrices sont recrutées et prises en charge par l'Association des parents d'élèves. Chaque année, l'effectif des apprenants augmente* », se réjouit Anatole Tonye. ■

Afane Ela Alain Christian

Cadre communal de développement à Mfou

« L'école est ressortie projet prioritaire »

La communauté d'Ekoko II, dans le cadre de la première phase du PNDP (2004-2009), a bénéficié d'un soutien en renforcement des capacités pour la mise en œuvre des projets. Maintenant, avec le nouveau cadrage qui voudrait que les actions de masse du PNDP soient centrées dans la commune et non plus seulement dans les communautés comme par le passé, on a élaboré un document de planification, le Plan communal de développement, dans lequel il a été question d'accompagner les populations pour une appropriation des outils modernes de développement. Un diagnostic participatif mobilisant un organisme d'appui local (Centre chrétien de développement) a donc été fait dans ce village pendant quatre jours. C'est dans le cadre de ce travail que la communauté a été accompagnée par un pool de planificateurs à identifier ses problèmes et à rechercher des solutions. C'est ainsi que l'école est ressortie comme le projet majeur parce que l'établissement était en location et la population était très préoccupée par cela. Partie d'un site d'emprunt, la communauté a pu disposer d'un site de 4000 mètres carrés et l'a rétrocédé gracieusement à l'école après immatriculation.

Esse

Les populations d'Ebogo réparent un pont

Grâce à la mobilisation de toute la communauté, le village n'est plus coupé d'Edzedouan.

La vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux. Elle montre une vingtaine de villageois, des jeunes gens en majorité, portant une grosse bille de bois posée sur dix morceaux de bois servant d'estrade. La troupe, accompagnée d'enfants et de femmes qui entonnent de temps en temps des chansons motivantes, est engagée à réparer le pont qui s'est abîmé il y a quelques mois. Et la scène se déroule à Ebogo, un village de la commune d'Esse, département de la Mefou-et-Afamba, dans la région du Centre. *« Ce pont est très important pour nous parce qu'il relie deux chefs-lieux d'arrondissement, Edzedouan et Esse. En laissant le pont s'affaisser, on court le risque d'être isolé et de ne plus avoir accès à ces centres urbains»*, assure Edmond Albert Nkoa, chef d'Ebogo.

Le devis estimatif des travaux pour un pont définitif se chiffre à plus de 50 millions FCFA. En attendant que cela se fasse, les populations d'Ebogo décident de réparer provisoirement cette infrastructure. Au bout de plusieurs réunions de concertation, elles mobilisent des contributions volontaires dans tout le village. Certains apportent leur force de travail tandis que d'autres offrent des arbres à couper dans leur parcelle.

Ce sont ces troncs d'arbre traînés de la brousse, sur trois kilomètres, jusqu'au site du chantier qui ont fait le buzz sur la toile. *« Nous avons, le conseiller municipal du village et moi, saisi le maire et tous nos fils et frères installés hors de la commune pour faire un acte de générosité. Ernest Obama, l'une de nos élites, vivant à Yaoundé, nous a apporté 50 000 FCFA qui ont contribué à désintéresser ceux des jeunes gens qui ont travaillé à la réhabilitation du pont. Le maire nous a accompagné durant tous les travaux qui nous rendent aujourd'hui fiers »*, se réjouit l'autorité traditionnelle.

Après avoir réparé le pont, n'ayant pas encore mis un dispositif de surveillance, la communauté d'Ebogo mène un plaidoyer auprès de la mairie afin que les camions et autres véhicules lourds ne passent plus par cette infrastructure. Cela éviterait qu'elle s'abîme rapidement. ■

Bétaré-Oya

Populations organized development and works management committees

It is an initiative of the local Council with the support of the Communal Executive in charge of the Program's communities within the endogenous solutions framework.

The zeal and dynamism showcased by the populations of the Council of Bétaré-Oya around endogenous solutions are clearly perceptible through construction works. In the village of Ndokayo, inhabitants of Tockdila quarter succeeded, in 2017, in mobilizing funds aimed at constructing a by-pass road of a gully erosion that was destroying a source of potable water. It should be recalled, that the Council of Bétaré-Oya "had just set up a Water Community-based Fund." It is a mechanism put in place by members of development committees in order to collect money from each household. The money thus collected is later on re-allocated to member communities involved in the fulfillment of an endogenous solution. People no longer have to wait for the intervention of the Council or Government", François Baba Alim explains.

At Ndokayo, in a quarter known as Gbéri, the population have also embarked on construction works in a bid to deviate the dam because the water source is threatened by torrents. As a result of the increasing need and rising demand in potable water, the community had no choice, but to adhere to the Community-based Water Fund. Not too long ago, the populations started reaping the fruits of such a policy.

The same success was also registered in a different area, more specifically with the active involvement of the local populations in the resolution of their problems deemed more and more pressing in the urban area of Bétaré-Oya. In the quarter known as Tibanga, the said populations succeeded in building, with makeshift materials, a culvert bridge of almost 20 meters long on the river Kpawara. Thanks to such an infrastructure, inhabitants of the said locality may have access to the new and modern shopping mall built by PNDP. «An elite from the said locality graciously provided us with part of the boards, while populations provided the remaining ones. As recalls François Baba Alim, the populations equally provided manpower". As far as the maintenance of the culvert bridge is concerned, there are indications that the Council has taken all necessary measures to promptly solve any problems likely to occur and affect the said infrastructure. In principle, according to the Community-based Communal Executive, the Council intends to build, this time around and in a near future, the said culvert bridge with permanent materials. It should be noted that feasibility studies are underway.

The last action that showed the populations' adherence to the endogenous solutions backed by PNDP was the construction of the potable water borehole of Tamlolo, located at the quarter known as Laï. Through this infrastructure which went operational thanks to the various financial contributions of inhabitants, water is now available to various households in quarters such as Laï, Moïnam, Zoïguénéand Gbebana. The tremendous efforts deployed by the local populations with a view to significantly improve on the living conditions of such populations should be hailed. ■

Magom

Reaping fruits of dialogue

Located in Poumougne sub-division, the people of Magom have resolved to constantly dialogue and consult themselves with the aim of identifying, implementing and monitoring development projects.

It is already 04:00 PM, several footsteps can be heard at the entrance of Mr. Jean Sado, head of Magom village. The footsteps are those of members of the Consultation Committee (CC) who are rushing to join their peers who were already waiting in the meeting room.

This Saturday's meeting is held against the backdrop of the 21th session of the said committee which has been earmarked for the adoption of its statutes and Internal Regulations. While the monthly sessions are always held on the third Saturdays of the month, following the holding of the meeting by village notables.

As usual, the said meeting took place in an atmosphere of conviviality and calm. The first item on the agenda centered on attendance. Eighteen members out of the 22 expected were present. The quorum was therefore reached and debates kicked-off based on the agenda earlier agreed.

Monthly news were rapidly reviewed; it was therefore time to focus on the endogenous solutions implemented at the village level. One member, namely the Delegate in charge of the water, energy and sanitation sector came back on the lightening of streets, as the last action carried out by the CC, to underscore that certain spots still remained in dark. From the debates that ensued, a resolution to contact an elite and to ask him to provide two street lights to be put at identified spots was reached.

Similarly, another issue in connection with the management of wastes dumped almost everywhere in the village was raised. His Majesty Jean Sado proposed a method that consists of putting non-bio degradable waste bags at certain spots in the village. When the said bag is full, the local authorities himself carries the bags and throw it into the refuse container provided by Hysacam.

The issue on endogenous solutions was deemed crucial during the Committee's deliberations. « *If there are any projects to carry out, we see what contribution we can make at our level, before meeting with the elites. We are lucky to have a chief who is actively involved in the development process. Since the inception and establishment of the Consultation Committee, the progress is noticeable* », reiterates Claver Fokam, president of the CC of Magom.

Thanks to the active involvement of such unit, public lighting has become a concrete reality in this village. The 12 street lights so far laid by the CC enable to illuminate part of Magom in the night. ■

Réactions

Claver Fokam, ***Président du Comité de concertation de Magom.***

« Tout se fait de façon collégiale »

Les solutions endogènes sont une très bonne chose pour le village. Nous avions des problèmes et nous ne savions pas que nous pouvions nous mettre ensemble pour les résoudre. Aujourd'hui, nous avons compris que nous pouvons nous prendre en charge avant d'attendre l'aide des autres. Nous nous efforçons de toujours laisser la porte ouverte, car notre devise est qu'on soit toujours plus nombreux. Le président ne dicte pas. Tout se fait de façon collégiale. Le chef de village est toujours présent à nos réunions et le président travaille sous son contrôle. Nous avons transmis des demandes d'aides à l'élite. Certaines ont réagi et nous ont donné des lampadaires. Nous-mêmes avons pu cotiser pour acheter au moins trois lampadaires. Nous sensibilisons les gens et nous voyons comment les mentalités changent.

Clarisse Tadie, ***Délégué à la communication du Comité de concertation de Magom.***

« Au départ, c'était difficile »

Au départ, c'était difficile, on ne croyait pas à ces solutions endogènes parce qu'au Cameroun, les choses sont un peu louches. Mais avec le temps, je me suis imprégnée de la chose. Et je vois que c'est bien pour le village. Ça peut apporter un plus si on se met ensemble. J'ai été coptée en 2018 par le chef de village qui m'avait envoyée une invitation. Depuis mon admission au sein du comité, j'ai assisté à plusieurs réunions. J'appelle d'autres femmes du village à me rejoindre ici. Plusieurs d'entre elles, parce qu'elles ne sont pas intellectuelles, pensent que tout est fini pour elles. Ce n'est pas vrai. Avec le temps, les mentalités changent, et au fur et à mesure qu'on leur parle, les femmes comprennent qu'elles peuvent aspirer à mieux.

SM Jean Sado, ***Chef du village Magom.***

« Magom avance »

Les solutions endogènes sont la bienvenue. Avant on travaillait dans l'anarchie, pas en concertation. Depuis que le Comité de concertation a été mis sur pied, il y a beaucoup plus d'entente, d'harmonie dans le travail. Certes, les disputes ne manquent pas, mais nous finissons toujours par nous entendre, puisque nous sommes les enfants du même village. Et nous avons tous besoin de la paix sociale. Magom avance.

Jean Pierre Temgoua, ***Chef de 3ème degré de Yaguem.***

« Notre plus grand défi : un point d'eau potable »

Je suis heureux que mon village qui est assez dynamique retrouve sa sérénité. Ce n'est pas donné de trouver des populations qui mobilisent autant de fonds pour la réalisation d'un tel ouvrage. Nous avons travaillé pendant deux ans pour pouvoir réunir ces fonds et montrer ainsi que nous pouvions prendre en charge notre propre développement. Maintenant, notre plus grand défi c'est d'obtenir un point d'eau potable à Yaguem.

François Songou, ***Délégué des travaux du Comité de Concertation du village Yaguem***

« Nous sommes motivés à aller de l'avant »

La réalisation de ce pont n'a pas été facile. Maintenant que nous l'avons fait, nous sommes motivés à aller de l'avant. Quand le chef programme une réunion, tout le monde est présent. C'est l'occasion pour moi de lancer ce message aux autres communautés de notre groupement (Fongo-Tongo, Ndlr). Pour qu'elles mobilisent leurs enfants afin qu'ils se mettent ensemble pour réaliser des projets dans le cadre des solutions endogènes dans leurs localités. Ainsi, le développement va suivre. Le chef Fongo-Tongo est venu ici à Yaguem et a été très étonné de ce que nous avons réalisé. Il nous a encouragé à aller de l'avant.

Gilbert Sontsa, ***agriculteur et délégué eau et énergie du Comité de Concertation de Yaguem.***

« On vend nos produits au champ »

Je cultive la pomme de terre et la tomate ici sur une superficie de 6 hectares. Auparavant, il était difficile de sortir des champs ma production qui se situe autour de 2 tonnes de pommes de terre et 100 cageots de tomates par an. On portait les produits sur la tête pour aller déposer en bordure de la route dans l'attente des véhicules. Une année, j'ai perdu une bonne quantité de choux produits qui a pourri à cause de cette situation. Désormais, on vend notre production depuis le champ. Les véhicules viennent transporter sur place. Plus besoin de se déplacer vers la route principale.

Découverte

Ikonde prend son destin en main

Ce village de la commune de Ngwei mène des activités communautaires qui vont aussi bien du sport au développement d'activités économiques.

Il faut quitter la nationale N°3, axe lourd Yaoundé-Douala, et s'enfoncer sur une quarantaine de kilomètres dans l'arrondissement de Gwei (département de la Sanaga-Maritime, région du Littoral) pour trouver le village Ikonde.

Ikonde est traversé par une piste fortement ravinée qui fait office de route. Elle est empruntée régulièrement par des grumiers des sociétés d'exploitation forestière qui opèrent plus loin. Niché au beau milieu des plantations de palmiers à huile, Ikonde squatte en grande partie les installations abandonnées de la Société camerounaise de palmeraie (SOCAPALM). La SOCAPALM a en effet laissé depuis la fin des années 90, plusieurs hectares de palmeraies, parce que plus du tout rentable.

■ Agriculture

Néanmoins, ces plantations continuent d'être exploitées par les villageois, le palmier à huile étant la principale activité des habitants d'Ikonde. Ceux-ci habitent d'ailleurs pour la plupart dans des campements et autres hangars abandonnés par la société. Avec une population d'une centaine d'âmes, Ikonde vit au rythme de l'agriculture. *« Si vous ne grattez pas le sol, vous n'allez pas vivre »,* fait savoir Marcellin Mbom Mbom, notable du village.

Ici, le palmier à huile est roi. Dans les vastes plantations abandonnées par la SOCAPLAM il y a 20 ans, l'exploitation d'huile se poursuit. De façon artisanale cette fois-ci. Les palmiers, mal entretenus, sont progressivement envahis par la forêt témoignant ainsi des difficultés des habitants à maintenir la production. A l'entrée du village, en contrebas d'un espace dégagé qui sert de terrain de football, une « clairière » au milieu de palmiers hauts.

Malgré le crépuscule qui approche, des jeunes s'activent autour de fourneaux qui dégagent une fumée lourde et épaisse. A côté, deux hommes, torse nu, font tourner de toutes leurs forces une presse pour extraire la précieuse huile des régimes qui jonche une bonne partie de cette clairière.

■ Comité de concertation

Dans ce village qui donne une forte impression de bout du monde, les habitants sont loin de s'être abandonnés à leur sort. A l'entrée d'un hangar, un communiqué donne une idée de l'organisation interne : il est signé du président du Comité de concertation (CC) local qui convoque une réunion. Cinq points sont inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre, dont le vote du budget 2019, l'adoption d'un chronogramme d'activités ou encore le point sur le suivi des «*procédures administratives*».

■ Forage

Avec à sa tête, Simon Hiol Hiol, le CC, baptisé *« Nouvelle dynamique pour le développement du village Ikonde»,* tient régulièrement ses réunions assorties de rapports pour chacun des délégués. *« Ikonde est un village qui s'est engagé dans les solutions endogènes »,* informe d'emblée le notable Marcellin Mbom Mbom.

A l'actif du CC, une campagne de sensibilisation sur le problème des animaux d'élevage en divagation dans le village, l'organisation des activités sportives ; mais davantage, la création de deux champs communautaires : un champ-école de pastèque et un champ-école d'ananas d'un hectare chacun.

A Ikonde, le rapport du délégué du secteur Eau et Energie révèle comment le CC s'est mobilisé pour une prise en charge totale du forage en panne. Près de 300 000 FCFA ont ainsi été mobilisés par le CC pour remettre en marche ce point d'eau d'importance pour le village.

En dépit d'une participation encore timide des habitants du village, le CC mène régulièrement ses activités, qui, en plus de celles citées supra, implique le cantonage et le bouchage des trous sur la route très souvent endommagée par le passage des grumiers.

Ikonde, s'est débarrassé de l'attentisme et a pris son destin en main avec l'appui des organismes apparentés au PNDP. *« Vous avez compris les solutions endogènes »,* a encouragé Thomas Ongon, l'Assistant national pour les solutions endogènes lors d'une visite de travail.■

Melangue II

L'union fait... le couple

La régularisation de la situation matrimoniale des couples en union libre est un préalable à toute idée de développement dans ce village.

A Melangue II, on mise d'abord sur les solutions endogènes immatérielles. Dans ce village du département de la Mvila, arrondissement d'Efoulan (région du Sud), les habitants ont organisé, avec l'aide du Programme national de développement participatif (PNDP), une série de mariages collectifs. L'idée: stabiliser la famille, cellule de base de la société.

Comme l'explique Lawrence Mvele, président du Comité de concertation, la plupart des couples vivaient en union libre dans le village, *« ce qui avait pour conséquence de mettre les femmes en insécurité ».* En effet, celles-ci devenaient improductives, car ne pouvant entreprendre des projets d'avenir avec leur conjoint. *«Les hommes prenaient des femmes en union libre, réalisaient des champs avec elles et le temps des récoltes venus, les chassaient pour une autre »*, regrette notre source. La conséquence est que *« les femmes ne s'adonnaient plus aux travaux des champs, de peur de fournir des efforts, de voir ces champs arrachés par une nouvelle concubine, mais d'être quand même répudiées »,* développe Lawrence. *« Ce sont surtout les jeunes qui se rendaient coupables de ces pratiques »,* ajoute-t-il.

Pour mettre fin à cet état de chose, rassurer les femmes afin qu'elles soient productives, le Comité de concertation (CC), avec l'aide du PNDP, a identifié le problème et a dressé une liste des couples vivant en union libre. Le centre d'état-civil (distant d'une vingtaine de kilomètres de là) a été saisi. Le CC a mobilisé les ressources nécessaires pour les dots et la fête. Et le 6 mars 2018, sept couples ont convolé en justes noces à Melangue II.

Depuis lors, les femmes mettent plus de cœur à l'ouvrage. Elles se sont organisées pour des champs communautaires de plus en plus grands. ■

Biwong-Bulu

Jeunesse consciente à Zoebefam

Les jeunes de ce village font montre d'une grande volonté à s'auto-développer malgré la modicité des moyens.

Petit village de la commune de Biwong-Bulu, dans la région du Sud, Zoebefam a son Comité de concertation (CC) depuis 2018. Celui-ci est en majorité formé de jeunes qui ne reculent pas en dépit de l'ampleur de la mission de développement de leur village. Après l'échec d'un projet d'élevage de porcs, faute d'encadrement technique, les jeunes du village se sont lancés dans la construction de deux points d'eau qu'ils veulent voir aménager en forage plus tard.

Vaste projet, au regard de la modicité des moyens du CC. Mais le projet de points d'eau est vital : le village s'agrandit et les sources d'eau sont de plus en plus loin. Alors pour le réaliser, les jeunes mènent des activités de collecte de fonds. Ils font par exemple, des travaux communautaires dans les champs des villages voisins. Ou encore de la vente des produits de leurs champs afin de financer les travaux. Pour cela, une personne est envoyée vendre du plantain dans un marché de la ville la plus proche. Le produit de la vente est reversé dans la caisse. L'idée dans un premier temps est d'atteindre les 500 000 FCFA nécessaires pour poser les buses. Pour l'heure, la situation financière du CC de Zoebefam n'est pas glorieuse. Mais pas de quoi freiner la détermination de ces quelques 50 jeunes mobilisés pour le projet. ■

Réactions

« Tout le monde veut assurer son bien-être »

Florent Eudes Bienvenu Bessala Bessala

Le Coordonnateur régional du PNDP pour le Sud parle de la mise en œuvre des solutions dans cette région.

La mayonnaise est lente à prendre. Il y a un problème de mentalité. Pendant longtemps, les populations étaient attentistes. Il est arrivé dans certains villages où nous avons mis un point d'eau, qu'au moment de le réceptionner, les populations me demandent : *« coordo, vous ne nous laissez rien ? »* Par contre dans d'autres villages, les populations sont reconnaissantes.

Tous les points d'eau que nous laissons ont systématiquement un Comité de gestion. Celui protège l'infrastructure d'un muret, fait l'entretien ; et lorsqu'il est endommagé, les populations ont suffisamment de ressources pour le dépanner. Donc elles n'attendent pas une quelconque intervention.

Il y a également des Comités de marché. Il est vrai que ce n'est pas systématique. On ne va pas dire que tous les Comités de gestion marchent. Parce que l'un des problèmes des Comités de gestion c'est la gouvernance. Lorsque les gens mettent de l'argent de côté et que le trésorier n'est pas sérieux, cela crée un découragement.

Nous avons un projet formidable: la pépinière communale de Djoum. Lorsque nous avons fait le diagnostic, tous les villages ont demandé des plants de cacao. Et au lieu de plusieurs petites pépinières, nous avons conseillé une pépinière centrale où les populations pourront venir prendre de la semence. Ce projet devait produire 50 000 plants. Aujourd'hui il en compte 700 000. ■

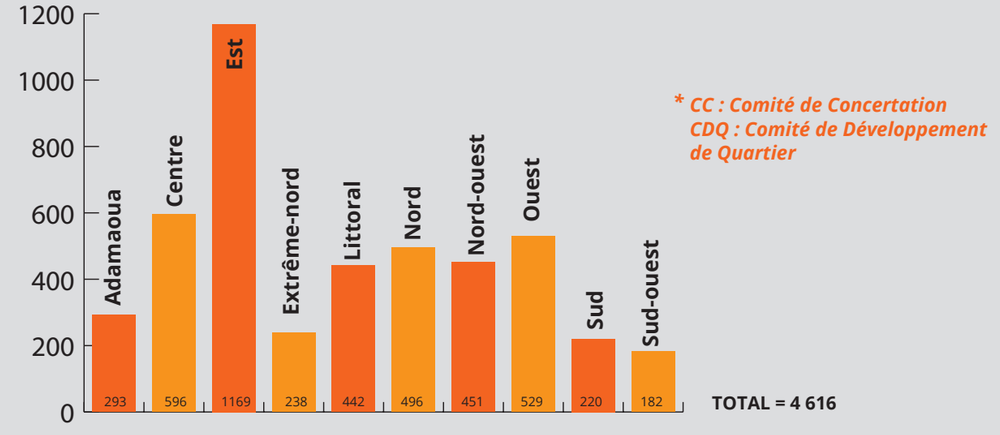
Hervé Bibang

Cadre communal de développement

« La mairie va appuyer le projet »

L'accompagnement à Biwong Bulu se fait généralement par des descentes de sensibilisation. Il y a un calendrier de suivi de ces activités avec le cadre chargé du suivi des mesures endogènes. Nous faisons une descente par mois et par comité. Et nous ciblons un certain nombre de villages avec lesquels nous échangeons et orientons leurs activités dans le cadre des projets qui doivent être sélectionnés. Nous partageons également les difficultés que nous remontons à la mairie pour que celle-ci puisse les appuyer. Madame le maire s'est montrée sensible à ce projet. Elle a demandé qu'on établisse un devis pour que la mairie appuie le projet.

Nombre CC et CDQ* par région pour les 168 communes



Ouro Kessoum-Landou II

Du développement communautaire à bonne école

Les actions du Comité de concertation améliorent ostensiblement les conditions de l'école locale.

La feuille de route du *«délégué»* à l'Education de base Pierre Bezoumbe, fixée par le Comité de concertation de Ouro Kessoum–Landou II dans l'arrondissement de Rey Bouba, prévoyait quatre points principaux. Trois d'entre eux, sont déjà mis en œuvre, à la grande satisfaction des quelques 1000 parents d'élèves, dont les enfants fréquentent l'école publique locale. Ces derniers ne se sont du reste pas beaucoup fait prier pour mettre la main à la pâte, lorsqu'il a fallu construire le grand bâtiment en dur qui abrite les deux plus grandes salles de classe de l'école. Apports financiers, mais aussi matériels et humains entièrement communautaire, ont permis de faire sortir de terre ces deux premières salles aux normes, où à l'évidence les enfants sont beaucoup plus à l'aise. A telle enseigne qu'un deuxième édifice du même type est déjà projeté pour cette année. Et même si, le reste des salles de classe de l'établissement sont en matériaux provisoires, le comité de concertation a arrêté que ces dernières soient refaites chaque année.

Autre axe fort du plan d'action «éducation » de Ouro Kessoum –Landou II, le recensement des enfants sans acte de naissance, car l'absence de ce document d'état-civil a été identifié comme l'un des freins les plus sérieux de l'accès à l'éducation. La première phase, qui ciblait les enfants de 0 à 12 ans, s'est achevée en 2018. Tandis que la seconde, qui vise les 0-18 ans est en cours. Dans le même temps, les élèves ont été initiés à l'entretien des plants et au reboisement, lesquels permettront bientôt de sécuriser l'établissement par une clôture boisée, à la fois écologique et esthétique. Félicitant cette bonne dynamique, les encadreurs du PNDP ont incité les membres du CC à poursuivre cette dynamique en identifiant des besoins nouveaux, au fur et à mesure que les anciens trouvent leurs solutions endogènes. ■

Ngong

Un, deux, trois, ...et champ !

Le projet de champ communautaire du village Hosséré Kilbou gagne en ambitions et en adhésions.

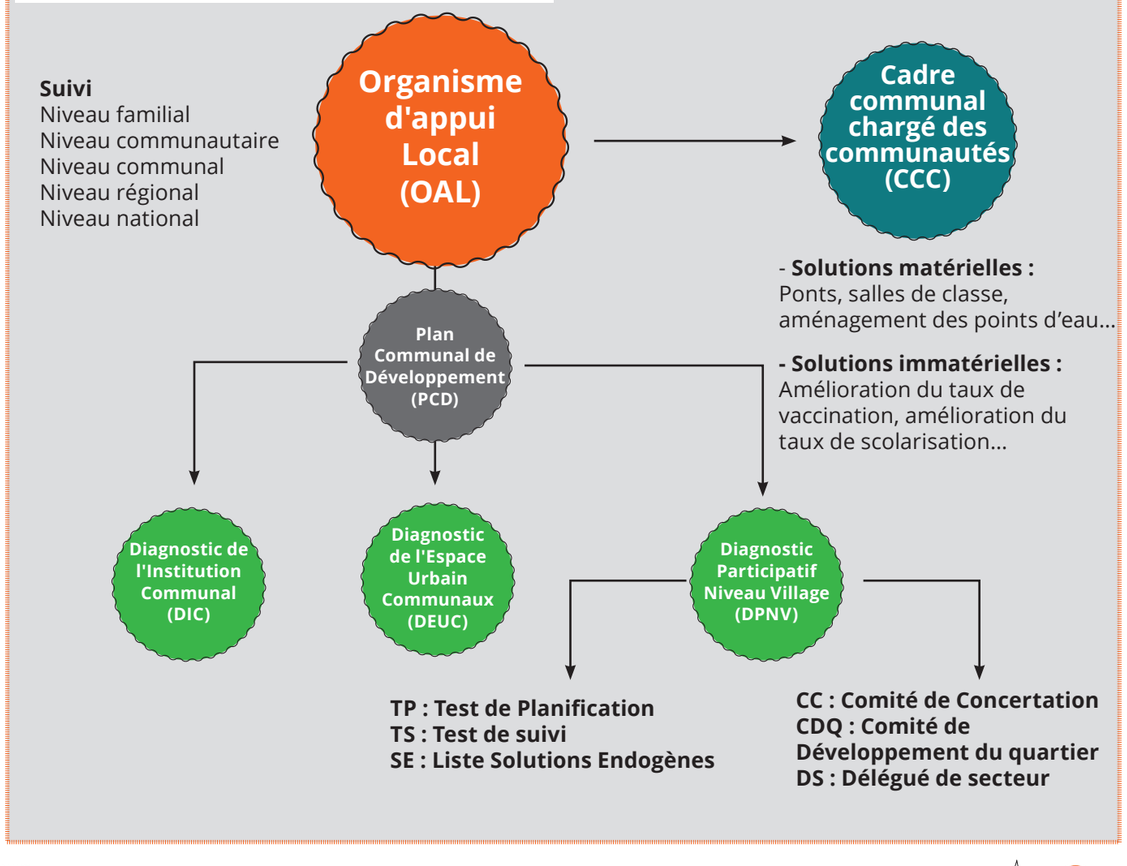
Si la plupart des besoins communautaires dans l'arrière-pays se situent souvent dans le champ social (santé, éducation), les activités génératrices de revenus ne sont pas en reste des préoccupations. A Hosséré Kilbou, village de l'arrondissement de Tchéboa (commune de Ngong), outre un projet de salles de classe en partenariat avec un coopérant italien, c'est surtout un champ communautaire qui fait la fierté des habitants.

Certes, encore tout petit (moins d'un hectare), mais qui suscite un enthousiasme grandissant. De 23 femmes qui l'animaient au départ, elles sont aujourd'hui une cinquantaine à se relayer sur cet espace sécurisé pour y produire des cultures maraîchères. Il faut dire que la texture de terre semi-marécageuse est particulièrement propice à ce type de spéculation.

Pour l'instant, c'est avec du *« foléré»*, un légume vert très prisé dans la région, que les femmes de Hosséré Kilbou font ce coup d'essai. Dans un premier temps, seuls les marchés périodiques locaux sont visés pour écouler les récoltes. Mais d'ores et déjà, sous l'encadrement des équipes du PNDP qui ont suggéré d'associer notamment le délégué d'arrondissement de l'Agriculture, on envisage déjà l'étape supérieure: de plus grandes surfaces à travailler, plus de spéculations (feuilles vertes, gombo, tomates), et un marché élargi à l'ensemble de la région et notamment son chef-lieu, Garoua.

Il faut dire qu'au village Laïndé Karewa situé à quelques mètres de là, un magasin pour le stockage des engrais et des récoltes financé par le PNDP, vient de voir son chantier lancé sous la présence vigilante du comité villageois de suivi de proximité de sa réalisation. Et qu'une route de desserte, toujours sous l'impulsion du Comité de concertation, a été entretenue et rendue carrossable. Une approche de développement intégré donc, mais inspirée de la base. ■

Schéma de mise en œuvre



DOSSIER

Maouda et Golonguini

Les populations se prennent en main

Des réunions sont régulièrement organisées par les Comités de concertation pour sensibiliser, évaluer et mettre sur pied des projets.

« Nous avons compris que la clé du développement de notre village réside entre nos mains. Et c'est pour cela que nous nous attelons à trouver les solutions nous-mêmes en réalisant des projets afin de développer notre beau village ». Déclaration de François Azedi Mamat, chef du village Maouda. C'était à l'issue d'une rencontre hebdomadaire avec les différents délégués des secteurs du Comité de concertation. Il a été question au cours des assises d'évaluer l'état d'avancement des réalisations et faire des projections. Ce jour, l'accent a été particulièrement mis sur le début des travaux de constructions du bloc de trois salles de classe devant abriter le CETIC. Le village ne disposant pas de centre de santé, les populations ont été sensibilisées comme à l'accoutumée sur les pratiques familiales essentielles telles que le lavage des mains, l'usage des latrines pour la défécation, entre autres, afin d'éviter les maladies dites de la saleté. C'est l'esplanade de la chefferie qui a servi de cadre pour cette rencontre. Et c'est là que se tiennent chaque samedi les rencontres du Comité de concertation. Une rencontre hebdomadaire bien inscrite dans l'agenda des populations qui répondent massivement à l'appel de leur chef.

Avant la rencontre de Maouda, Doubla Green, Cadre communal chargé des communautés a effectué une descente sur le terrain dans le village Eheing qui a constitué la 23e étape de son périple sur les 48 villages qu'il supervise. C'est dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des solutions endogènes. La descente dans ces villages lui a permis d'évaluer la mise en œuvre du processus, à l'effet de percevoir le rythme et le niveau d'implication des communautés locales dans la prise en main de leur propre développement. *«Il y a des villages où on a été obligé de faire la reprogrammation des activités pour la simple raison que les communautés n'avaient rien fait. Elles attendaient que l'OAL (Organisme d'Appui Local) vienne officiellement lancer les activités »,* confie-t-il.

Si à Maouda, la réunion est hebdomadaire, à Golonguini les acteurs se concertent mensuellement.

Au cours de la dernière rencontre, il a été question de recenser tous les Groupement d'initiative Commune (GIC) afin de les transformer en coopérative. La population a été aussi sensibilisée sur l'importance du magasin communautaire et les avantages de regrouper les ventes des produits champêtres. Un accent particulier a été mis sur la sensibilisation des populations sur l'enregistrement des naissances.

La dynamique d'implication des populations issues des planifications fait que les villages Maouda dans la commune de Maga et Golonguini dans la commune de Dziguiloa s'illustrent parmi les 47 communes que compte la région de l'Extrême-Nord. Ces villages apportent leur modeste contribution à la mise en œuvre des solutions endogènes. Leurs populations sont citées en exemple. Elles ont compris qu'elles doivent résoudre leurs problèmes elles-mêmes. Et pour ce faire, elles font montre d'une mobilisation sans précédent. Et les résultats sont palpables. . ■

Réactions

Aldjouma Fonkaï

Vice-déléguée Promotion de la Femme et de la Famille à Maouda

« Nous sensibilisons sur les pratiques familiales essentielles »

En ce qui concerne le secteur Promotion de la Femme et de la Famille, nous abattons un grand travail. Les femmes ignoraient beaucoup de choses. Nous, responsables des femmes, avons fait du porte-à-porte pour sensibiliser les femmes sur l'importance des visites prénatales et ainsi que l'enregistrement des naissances. Et aujourd'hui le résultat est là. Presque toutes les femmes ont compris la nécessité de ces choses. Nous aidons également nos époux dans les champs communautaires de riz.

Azidi Mamat François

Chef du village Maouda

« La population répond massivement aux réunions de concertation »

Tout est parti d'un constat selon lequel depuis la création du CETIC, aucun bâtiment n'a été construit. Nous nous sommes dit qu'il faudra qu'on fasse quelque chose pour nos enfants. C'est ainsi que j'ai lancé l'appel à toutes les composantes du village à savoir les jeunes, les vieux et les femmes les encourageant à œuvrer pour le développement de notre localité. On a commencé par le secteur éducation et on a décidé de construire des blocs de salles de classe avant que le gouvernement ne vienne réaliser les infrastructures. Et j'ai constaté que la population répond massivement à toutes les réunions de concertation. Sur le plan agricole, la difficulté réside au niveau de l'irrigation des « hors cassier » c'est-à-dire hors SEMRY. Nous avons déjà reçu l'aval de la SEMRY pour l'irrigation afin que nous puissions exploiter les 300 hectares. Mais nous ne disposons pas des moyens financiers pour les matériels hydrauliques qui coûtent environ 3,5 millions FCFA selon les devis en notre possession.

Doubla Green

Cadre communal de concertation à la commune de Maga

« Les populations s'approprient les solutions endogènes »

Le processus de « solutions endogènes » paraît nouveau pour les populations. Néanmoins pendant nos différentes descentes sur le terrain, elles commencent déjà à se les approprier. Certains villages sont des exemples à suivre à cause des réalisations qu'elles ont déjà faites avec leurs propres moyens.

Akak Yévol

On mise sur le poisson

Sur les conseils du PNDP, les habitants de ce village s'adonnent, avec un enthousiasme rare, à la pisciculture pour diversifier leurs activités génératrices de revenus.

A Akak-Yévol, on se souvient avec émotion de ce jour où les agents du Programme national de développement participatif (PNDP) sont arrivés dans le village. C'était à la mi-2017. Avec les habitants, le tour des problèmes auxquels le village est confronté est fait et les potentialités identifiées. *« Avec les habitants, nous avons prospecté et nous avons constaté que le village est entouré de marécages»,* renseigne Hervé Bibang, Cadre communal de développement.

Ces marécages sont faiblement exploités, les habitants préférant se tourner vers la culture du cacao. Décision est prise au sein du Comité de concertation mis en place, de valoriser ce potentiel naturel en développant des activités piscicoles. L'un des objectifs étant de diversifier les activités génératrices de revenus. Aujourd'hui, le village compte huit grands pisciculteurs pour une vingtaine d'étangs dans lesquels on retrouve tilapias, poissons-vipères, carpes, etc. Le modèle est à la mutualisation des efforts. Ainsi, les pisciculteurs se mobilisent pour travailler dans les étangs à tour de rôle. Dans l'un d'eux, la première pêche s'est faite en décembre 2018 : plus de 300 kg de poissons.

« Akak-Yévol ne cesse d'œuvrer pour son émergence », se satisfait Dieudonné Mvele, le président du Comité de concertation. Doté d'un CC dynamique, les habitants tiennent régulièrement des réunions et définissent les actions à entreprendre. Celles-ci vont du cantonage aux activités sportives en passant par les activités agricoles, etc.

Les trois groupes (hommes, femmes, jeunes) qui forment le CC s'organisent pour réaliser huit projets prioritaires : cinq projets sociaux et trois projets économiques. *« Les jeunes n'ont pas encore véritablement démarré leurs activités. Mais ils assurent déjà la propreté autour de la fontaine et ont dégagé un terrain de football. Les femmes de leur côté ont commencé à semer et s'organisent en GIC (Groupement d'initiative commune). Elles ont lancé leur recensement, des plus démunies, des malades et les veuves »,* informe le président du CC.

Celui-ci ajoute : *« nos actions doivent être réalisées par nous-mêmes ».*

Et les ambitions d'Akak-Yévol vont au-delà des frontières de ce village de la commune de Biwong-Bulu. *« Nous sommes candidats pour le concours du village le plus propre»,* a déjà fait savoir le président Dieudonné Mvele. ■

Les pisciculteurs d'Akak Yévol

- Emmanuel Obam Eva (membre du CC) ;
- Jean Salvador Mba (vice-président du CC) ;
- Etienne Mvondo (membre du CC) ;
- Gervais Elom Ayang (membre du CC) ;Jean Denis Avini (secrétaire général du CC) ;
- Aaron Messila (membre du CC) ;
- Eric Mvondo (membre du CC) ;
- Befolo (membre du CC).

Seppe

A nursery for development

Considered a pilot village in terms of implementation of endogenous solutions the people of Ngwei Council, in the Sanaga-Maritime Division (Littoral region), are poised to develop all its potentials.

The Consultation Council (CC), of Seppe village is made up of 15 members. With the support of PNDP, the men and women of the said village have succeeded in identifying problems that plague their community, thereby gradually addressing them.

No sector has been left out. With regards to agriculture, the CC's members have been putting their efforts to set up a nursery of 20 ha of oil palm plantation. Women have set up a community-based plantation for cassava. In the educational domain, two benevolent teachers who are financially sponsored by the CC have been teaching in the only public school of the village.

As concerns public works, maintenance works have been carried out on a section of the road of about five to six km on a regular basis. Moreover, the village has embarked on the construction of roads aimed at opening up some major producing areas; which have largely contributed to facilitate the evacuation of products from plantations to urban areas.

Although inhabitants of Seppe do not carry out industrial livestock farming, each of them *« rears at least one beast at home »,* affirms the Livestock Delegate. The CC envisages to promote the said sector, as well as that of fisheries that is still performed on a small-scale basis.

Nevertheless, one of the top achievements of CC remains the implementation of an immaterial endogenous solution. The CC has not only succeeded in drawing up a list of children without any birth certificates, it has equally contacted municipal authorities in order to remedy such a situation. But, it should be noted that such an operation has not always met the consent of parents. *« What are you want to do with the name of my child?»;* such is the answer Marie Jeanne Nsoucke Non, the CC's delegate for youths usually received. ■

Victoire Flore Njab

Education delegate

« Some parents are still reluctant, but we keep on sensitizing them »

Ma mission est de sensibiliser les parents, afin qu'ils envoient leurs enfants à l'école. Parce que les parents négligent très souvent cet aspect. Le problème est que beaucoup d'enfants n'ont pas d'acte de naissance. Nous sensibilisons aussi au niveau du paiement des frais de scolarité. Les parents résistent encore, mais nous ne nous lassons pas de sensibiliser.

Marie Jeanne Nsoucke Non

CC's delegate for youths

« Women are still reluctant »

We face so many difficulties at the level of the girl child, because most of girl children are still single mothers. They have to take care of their children, their home and to do farming activities. As per women, the situation is a little more complicated, due to the fact that women still have bad memories with the previous development committees. At present, they feel more reluctant.

Mathias Lingoum

CC's president of Seppe

« PNDP has help us morally »

When I came back to my village, PNDP was building the populations' capacities and I also benefited from such operation. At present, things are on a good footing. As far as farming activities are concerned, we have seedlings and cassava plantations. As for livestock-related activities, we have chicken houses, the products of which are sold. With the money generated from such activities, we are going to meet so as to decide on what to do. PNDP has not only helped us morally, it has also enabled us to come up with a working framework.

Dir

La commune sort du lot

A peine introduit au sein des communautés, le processus des Solutions endogènes mis en place par le PNDP contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

C'est sous un hangar dressé dans la cour du village, par un après-midi ensoleillé, que les membres suivent religieusement le président du Comité de concertation. Un stylo à la main, ce dernier évalue le degré d'appropriation et d'exécution des Solutions endogènes. *« Beaucoup a déjà été fait, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer nos conditions de vie »,* relève fièrement Hamada, 54 ans, président du Comité de concertation.

Nous sommes au village Koundé dans la région de l'Adamaoua, à 35 km de Dir, département du Mbéré. Habiba Assabé, 28 ans, veuve est l'une des femmes qui essaient de joindre les deux bouts par cette démarche participative. Aujourd'hui, elle dispose de cinq ruches qui lui permettent de gagner paisiblement sa vie. *« Je parviens à soutenir ma famille et surtout à envoyer mes enfants à l'école à travers l'apiculture »,* confie-t-elle.

Sur un tableau noir dressé sur un mur du hangar, on peut relever quelques Solutions endogènes identifiées dans cette localité. Notamment dans le domaine des projets sociaux, des projets économiques. On apprend ainsi qu'en quelques mois seulement, cette localité a engrangé de nombreux succès. Notamment par l'opération *« Une femme, 5 ruches»*, 51 actes de naissance ont été délivrés aux enfants. L'opération *« un ménage, une latrine »* a été mise sur pied. Tout comme la journée de propreté collective par semaine qui a été instituée. D'autres réalisations sont recensées. Depuis la mise en œuvre des Solutions endogènes, la commune de Dir a pu enregistrer 52 comités qui mettent en œuvre cette approche participative. Outre la localité de Koundé, on enregistre également des résultats positifs dans la localité de Malingari, avec la construction des salles de classe en matériaux provisoires et d'une case communautaire.

Dans la même localité, l'opération *«une femme, une poule »* est en cours avec un objectif de 1000 sujets. Pour le maire de Dir, la formule magique du succès se trouve dans les mesures incitatives mises en place. *« Par exemple, nous avons le concours du village le plus propre. Ce qui fait que chaque village veut occuper les devants de la scène »,* confie Housseini Issa. Aujourd'hui, le constat est visible dans la localité de Malingari situé à 3 km de Dir où l'opération de propreté porte des fruits. Entre le défi de remporter les prix et l'amélioration de leurs conditions de vie, les populations de la commune de Dir, ont adopté les Solutions endogènes. ■

Marie Sylyac Mvogo

Préfet du Mbéré

« Nous jouons à fond nos missions de tutelle »

L'action d'accompagnement du PNDP dans mon unité administrative est hautement salutaire. D'abord en termes de rationalisation des mécanismes de gestion de ces collectivités et même aussi en termes de la rationalisation de la confection du budget. Vous allez noter que l'ensemble des projets enregistrés reflètent effectivement les désidératas des populations à la base. Cela l'a été aussi à la faveur des plans de développement communaux qui sont en cours d'actualisation pour lesquels l'expertise du PNDP a été d'une très grande importance. Les populations elles-mêmes ont relevé les problèmes prioritaires qui sont les leurs. Nous jouons à fond nos missions de tutelle auprès des Collectivités territoriales décentralisées. Et par ricochet, nous accompagnons de manière institutionnelle l'ensemble des activités qui sont déployées par le PNDP.

Emmanuel Sarai

Président du Comité de concertation de Malingari (DIR)

« Les Solutions endogènes nous permettent de joindre les deux bouts »

En peu de temps, nous avons eu à réaliser quelques projets dans notre localité. Nous avons construit une salle de classe pour nos enfants, ensuite nous avons construit un hangar où on peut désormais tenir notre réunion et les fêtes. Nous avons eu des difficultés à envoyer nos enfants à l'école. C'est grâce à l'opération « une femme, une poule » que certaines personnes peuvent aujourd'hui envoyer leurs enfants à l'école. Compte tenu de ces résultats encourageants, nous avons mis sur pied des projets comme la construction des pistes agricoles pour avoir accès aux bassins de production.

Koundé Meiroma

Coordinatrice des femmes de Koundé (DIR)

« L'accouchement à domicile, notre combat »

Nous encourageons les femmes à aller accoucher à l'hôpital. Vous êtes sans ignorer que la région de l'Adamaoua constitue une zone où une partie non négligeable des femmes continue à accoucher à domicile. Nous avons donc pris la résolution dans le cadre des Solutions endogènes de prendre le taureau par les cornes pour réduire le phénomène à sa plus simple expression. Lorsqu'une femme tombe enceinte, on l'encourage à suivre les consultations prénatales et surtout à s'enregistrer au chèque santé. Au moment de l'accouchement, nous avons des matrones qui suivent ces femmes et une moto gratuite pour les accompagner à l'hôpital.

Meganda

Un pont lancé vers le développement

Une nouvelle infrastructure a été construite par les populations pour éviter l'isolement de leurs villages.

L'ouvrage vieillissant était devenu une menace pour les habitants du village. *«Nous avions déjà peur. Surtout pour nos enfants qui l'empruntaient pour aller à l'école »,* explique un habitant de Meganda. Pour éviter que le pire ne se produise, mais aussi pour que les deux parties du village ne soient pas définitivement séparées, les habitants se sont mobilisés. Un arbre est identifié dans la forêt à près de 200 mètres de là, dans un village voisin. Puis, Ferdinand Messi, chef du village voisin de Nkoulganga II, et doté de l'expertise nécessaire, est saisi. Tout comme le maire de la commune de Mvengue, qui fournira une aide pour le carburant de la tronçonneuse et les clous.

Des jeunes sont mobilisés pour faire des madriers et construire le pont.

Et une semaine plus tard, l'ouvrage est réhabilité et présente fière allure. Si le PNDP loue cette initiative communautaire, il constate pour le déplorer qu'à Meganda, il n'existe pas de cadre de concertation pour mener de futurs projets de développement. Le Comité de concertation y est inexistant et les habitants ne résolvent que les problèmes qui se posent de façon ponctuelle, craint Thomas Ongon, Assistant technique national, chargé des solutions endogènes. ■

Portrait

Wadji

Orfèvre des Solutions endogènes

Le premier adjoint au maire de Mbouda a œuvré à la mise en œuvre des solutions endogènes dans cette commune du département des Bamboutos.

Pour le magistrat municipal de la commune de Mbouda, Wadji, les problèmes de développement se posent aujourd'hui avec acuité. Et les communes, malgré leur bonne volonté, ne peuvent pas tout faire avec leurs moyens limités. Aussi, salue-t-il le partenariat à travers une convention signée entre le PNDP et la commune de Mbouda en 2010. Entre autres activités à mener, figurait en bonne place l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) qui devait servir de boussole au développement de la commune et qui a permis, entre autres, de réaliser de nombreux projets. En 2017, ce PCD est devenu vétuste. Son actualisation a mis un point d'honneur sur les Solutions endogènes.

« Nous avons été très satisfaits de la mise en œuvre des Solutions endogènes qui nous ont permis de faire comprendre aux populations qu'elles pouvaient prendre en charge un certain nombre de leurs besoins », relate le premier adjoint au maire de Mbouda. Cette municipalité a aussitôt pris des dispositions pour accompagner la mise en œuvre de ces Solutions endogènes. D'abord, le recrutement d'un Cadre Communal chargé des Communautés (CCC). Ensuite, un plan d'accompagnement des populations a été mis en œuvre. ***« Il fallait d'abord planifier un certain nombre d'actions. Ensuite, mettre les populations au courant de cette planification et les informer du programme de descente sur le terrain du CC ».***

A chaque descente, en présence parfois d'un cadre du PNDP, la Commune échange avec les populations et leur explique ce qui peut être fait par elles-mêmes, avant de solliciter une quelconque intervention de la commune. Celui qui est également président du Comité Communal de Suivi de la mise en œuvre du PCD et des Solutions endogènes à la Commune de Mbouda se réjouit de ce que certains CC dans les groupements se sont vraiment appropriés ce processus. Ce qui a permis par exemple d'entretenir bon nombre de tronçons routiers dans les groupements Bamenkombo et Babete grâce aux Comités de Concertation. ■

Log-Maba'a

Des projets plein la tête

Tout en menant des activités sociales communautaires, les habitants de ce petit village de la Sanaga-Maritime montent des projets de développement économique.

A Log-Maba 'a, la mobilisation est difficile. La population a perdu foi aux comités de développement qui ont foisonné par le passé sans apporter de solutions aux problèmes du village. *« Nous avons un problème de ressources humaines. Rassembler les gens n'est pas facile »,* déplore d'emblée Mbog Mbog, président du Comité de concertation (CC).

Malgré les réticences des habitants, le CC de Log Maba'a tient, tant bien que mal, des réunions. 17 à ce jour depuis 2017. Des rencontres qui *« portent sur la réflexion et l'action. Uniquement sur les problèmes endogènes et les moyens de les résoudre par nous-même »,* explique MbogMbog.

Ainsi, des journées de propreté sont organisées dans les trois secteurs, tels que divisés pour diligenter les tâches. *« Notre village doit être propre»,* s'engage le président du CC. Cette organisation communautaire des tâches permet, par ailleurs, à la population de se mobiliser, soit pour la clôture de l'école, soit pour aider à l'assainissement des alentours de l'hôpital. La propreté autour des points d'eau est par exemple une action prioritaire.

Cependant, Log Maba'a voit plus grand. Après avoir organisé – avec succès – les journées économiques, fin 2018, au cours desquels les habitants du village ont exposé les produits de leur travail, le CC planche désormais sur d'autres projets d'envergure, à l'exemple de la caisse communautaire. Il s'agit d'une banque qui permet à chaque membre du CC de bénéficier d'un appui pour développer son activité génératrice de revenus. *« Les crédits ne dépassent pas 4 mois et ont 2% de taux d'intérêt »,* explique le président du CC, les membres qui peuvent en bénéficier doivent avoir une activité qui produit au moins 2000 FCFA par semaine. ■

Mbog Mbog

Président du Comité de concertation de Log Maba'a

« Le développement, ce sont nos efforts personnels »

Depuis 2017, pour ce qui est des projets endogènes, nous avons fait de la sensibilisation pour que les habitants comprennent que le vrai développement c'est la prise en charge de nos problèmes par nous-mêmes. Nous avons eu quelques difficultés, mais aujourd'hui, nous avons une cinquantaine de membres qui ont adhéré à la vision selon laquelle le développement c'est nos efforts personnels. On a un deuxième projet qui concerne l'agriculture et l'élevage. Il a été demandé que chaque membre soit un producteur actif. Et pour cela, chacun a un champ d'au moins 25 m sur 25 pour cultiver le maïs. Ce qui va nous permettre de commencer l'élevage de poulets. Le but c'est d'apprendre à cultiver le maïs et aller plus loin. Nous ambitionnons d'acquérir un moulin.

Mandjou

A l'avant-garde des solutions endogènes

Les populations du chef-lieu de l'arrondissement éponyme, à moins de 10 km de Bertoua, ont construit un pont favorisant l'accès d'un grand bassin de production agricole à la route principale.

C'est un bel exemple de développement participatif que l'on découvre dans la ville de Mandjou. Un pont de près de 30 m, construit en matériaux provisoires sur la rivière Dja-Ndombè et qui relie le quartier Mandjou I au village Gbakombo dans la commune de Bertoua 1er. *« Le besoin s'imposait avec acuité tant les difficultés d'accès à cette zone agricole étaient importants pour les riverains »,* souligne Ernest Korondo. Le président du Comité de gestion du pont indique : *« nous avons collecté les fonds auprès des volontaires. Nous avons sollicité l'expertise d'un habitant du quartier pour l'abattage des arbres. Une fois, les matériaux réunis, nous avons convié toutes les forces en présence comme main d'œuvre afin de construire ce pont qui fait notre fierté actuellement ».*

Depuis le mois de mai 2017, les populations locales circulent sans difficulté pour atteindre leurs exploitations agricoles. *« Grâce au dynamisme de nos populations, il est possible de transporter aisément nos productions agricoles pour écoulement dans les grands marchés »,* se réjouit Damina, Cadre communal. Cependant, il décrie le manque d'implication de la Collectivité territoriale décentralisée de Mandjou pour accompagner les populations locales dans la mise en œuvre des ouvrages de cette nature. *« La mairie n'appuie pas les initiatives des populations locales et à mon niveau, j'éprouve beaucoup de peine sur le plan logistique à descendre sur le terrain afin de travailler »,* explique-t-il.

Dans l'optique de préserver le pont, les populations du quartier Mandjou I sous la houlette du comité de gestion envisagent de mettre sur pied, un péage. *« Il consistera à collecter auprès des usagers des frais qui serviront à refaire les travaux d'aménagement en cas d'urgence, mais peu de personnes acceptent d'adhérer à cette initiative en attendant que les pouvoirs publics et ses partenaires au développement nous trouvent une solution définitive»,* explique Ernest Korondo. En attendant, les seigneurs de la terre traversent le pont sur la rivière Dja-Ndombè. *« Grâce à notre engagement citoyen, nous parvenons à faire sortir nos produits sans complications majeures, à l'aide des motos, des tricycles et des porte-tout»,* reconnaît un exploitant agricole de Mandjou I qui confirme que la construction de ce pont a réduit d'au moins 10 km, le chemin qui mène à sa bananeraie située au village Gbakombo. ■

L'avis de l'expert

« 168 communes sont déjà engagées »

Thomas ONGON

Assistant Technique National chargé de la mise en œuvre des solutions endogènes, fait le point sur la mise en œuvre de cet outil de développement local.

■ En termes simples, qu'est-ce que les Solutions endogènes ?

Les Solutions endogènes sont celles que les populations apportent elles-mêmes aux problèmes qu'elles ont identifié de manière concertée lors de la phase des diagnostics participatifs (diagnostic de l'espace urbain communal et diagnostic participatif niveau village) pendant l'exercice planification.

Elles viennent rompre avec la culture attentiste pour mettre en exergue la culture de responsabilisation et d'autopromotion.

■ Quel bilan faites-vous de la mise en œuvre ?

Il est tout d'abord important de relever que le PNDP a toujours accompagné les populations dans la mise en œuvre des Solutions endogènes, notamment en première phase avec l'élaboration des Plans de Développement local. Au cours de la deuxième phase, il y'a eu comme un relâchement de cette dynamique avec le recentrage de l'accompagnement du Programme autour de la Commune, à travers les Plans Communaux de Développement (PCD). Comme bilan des deux premières années de la troisième phase, au cours de laquelle le Programme privilégie les actions de consolidation et de pérennisation, les Solutions endogènes sont accompagnées dans les communes de la première vague et deuxième vague pour lesquelles les Plans Communaux de Développement (PCD) sont en cours d'actualisation et arrimés au budget programme, dans les 10 régions. A cet effet, les comités de concertation ont été mis en place ou redynamisés, dans les villages de ces communes.

Quelques initiatives et Solutions endogènes pertinentes ont été enregistrées, y compris dans les communes non couvertes par le processus de planification. Ces bonnes pratiques sont progressivement capitalisées et consolidées par les acteurs locaux dans les bases de données.

Par ailleurs, dans le souci d'apporter une assistance technique à cette dynamique endogène, un troisième cadre communal a été identifié ou redéployé pour l'animation, la sensibilisation et l'organisation des communautés à la base, à l'implémentation des Solutions endogènes.

168 communes ont chacune identifié ou redéployé un cadre chargé des communautés pour le suivi de la mise en œuvre des Solutions endogènes.

■ Qu'est ce qui est donc prévu pour la poursuite de ce processus ?

La promotion des Solutions endogènes dans les premières communes a donné l'occasion d'expérimenter un nouveau paradigme de développement local qui impose donc un changement de mentalités. Nous sommes déjà très encouragés par l'enthousiasme des bénéficiaires et les premiers résultats enregistrés sur le terrain. On voit progressivement les communes et leurs populations à la base, passer d'une situation d'attentisme généralisé à l'action concrète sur le terrain. Il s'agit donc d'un pas important, vers le renforcement de la dynamique communautaire.

> ***... Il faut relever que certains cadres identifiés ou redéployés dans les communes sont peu outillés en termes de moyens et capacités pour jouer efficacement leur rôle.***

Au cours de la période 2019-2020, il s'agira de généraliser ce processus afin de couvrir toutes les communes des dix régions. D'ailleurs, à travers le Guichet performance, le Programme encourage la mise en place d'un dispositif institutionnel de suivi des Solutions endogènes dans chaque commune d'intervention du PNDP.

■ Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Quelques villages et communes sont encore attentistes et il faut également relever le poids des mentalités. En effet, les populations à la base attendent presque tout de l'Etat et des organismes extérieurs, affichant ainsi une faiblesse dans les initiatives endogènes et ce malgré l'énorme potentiel en termes de ressources humaines et même naturelles.

La faible organisation de certains comités de concertation à laquelle on peut ajouter la perte de confiance, l'individualisme, l'égoïsme et l'insuffisance de coordination des interventions au niveau local, l'absence d'outils de gestion au sein de la structure de coordination participent à la fragilisation de la cohésion sociale.

Le niveau d'entretien et de maintenance des ouvrages publics reste encore préoccupant. Il faut par ailleurs relever que certains cadres identifiés ou redéployés dans les communes sont peu outillés en termes de moyens et capacités pour jouer efficacement leur rôle. Enfin, la communication doit être réorganisée et renforcée pour jouer le rôle escompté dans le dispositif.

■ Avez-vous fait des réajustements ?

Nous avons en effet procédé à quelques réajustements pour répondre aux défis qui se posaient. Le mode opératoire, les plans d'action de suivi et la fiche de présentation de la Solution endogène sont élaborés et partagés avec les acteurs locaux.

Par ailleurs, un accent est davantage mis sur la sensibilisation, la communication, le réarmement moral, la promotion de l'éducation citoyenne civique auprès des populations. Avec le Guichet performance, l'implication des maires est de plus en plus grandissante dans ce processus.

■ Avant l'accompagnement du PNDP et la mise en place des Comités de concertation chargés du suivi des Solutions endogènes, il y a par endroit les Comités de développement locaux. Cela ne fait-il pas doublon ?

Suivant le mode opératoire du PNDP, les Solutions endogènes sont mises en œuvre par le Comité de concertation ou le Comité de développement des quartiers. Ces cadres sont redynamisés ou mis en place à la suite des diagnostics participatifs.

En d'autres termes, lorsqu'il existe déjà un Comité de développement dans la localité, il peut jouer ce rôle si et seulement si les membres sont toujours reconnus et validés par les populations. Dans plusieurs cas, le CC suit la mise en œuvre des Solutions endogènes du village, avec l'appui du chef et rend compte au Comité de développement dont l'emprise territoriale est plus large.

■ Dans certains villages, les structures locales de mise en œuvre des Solutions endogènes sont souvent inexistantes. Comment l'expliquez-vous ?

Comme indiqué plus haut, les Comités de concertation ou les comités de développement ont été mis en place ou redynamisés dans tous les villages de 168 communes. Mais je dois avouer que toutes ces structures ne fonctionnent pas comme souhaité en raison de plusieurs facteurs dont le poids des mentalités, l'attentisme, une faiblesse dans le suivi. En tout état de cause, il est prévu des actions d'accompagnement et de redynamisation de ces structures locales, notamment par le Cadre chargé des communautés déjà en poste. Certaines communes ont commencé à développer des mesures incitatives, pour améliorer la situation.

■ Comment entrevoyez-vous la suite de ce processus au terme de la phase en cours ?

Comme relevé plus haut, la promotion des Solutions endogènes constitue en soi un processus continu de renforcement de la dynamique communautaire et de transformation sociale. Il s'agit d'amener les bénéficiaires, à profiter du potentiel local afin d'améliorer l'environnement et les conditions de vie. De ce point de vue, la communication et le développement des capacités ont un rôle important à jouer.

Outre le dispositif institutionnel et le renforcement des capacités, les communes seront encouragées à jouer un rôle central, notamment en veillant au fonctionnement du cadre en place, à la mise en place des mesures incitatives multiformes, au renforcement de la communication autour de la thématique. Les bonnes pratiques seront enregistrées en vue de leur capitalisation. Des consultants ou sectoriels devront également être mis à contribution pour accompagner les communautés dans la mise en œuvre de certaines Solutions endogènes complexes.■

Post Scriptum

All concerned!

On the 20th of January 1961, during his inaugural address as President of the United States of America, John Fitzgerald Kennedy said *« Do not ask yourself what your country has done for you, rather ask what you have done for your country ».* This assertion may be applied to the implementation of endogenous solutions at the local level. In questioning, on a regular basis, one's contribution to the progress of the local society, the citizen easily and promptly gets involved in the search for solutions that are available to his community. Thus, from the clearing of roadsides, to the fencing of animals in order to avoid animal straying, through the provisional repairs of bridges, the reloading of sloughs, are actions which cannot wait for the official intervention of the local, divisional, regional or even national administrative authorities. The solution to the cleaning of gutters or digging of pits is within the reach of any inhabitant who is conscious of his community.

Some exemples from Mélangué to Ekoko, through Pitoa, portray a groundswell which is gradually gathering momentum, more specifically the one in connection with a long-lasting involvement of populations in the search for immediate solutions to problems they are confronted with. The latter are in line with the Program's approach which consists of considering the local populations as major actors of their own development. Stemming from the participatory diagnosis carried out at the village level (DPNV), the table of endogenous solutions therefore constitutes a major asset to the solutions to be directly and immediately provided by the community. Through such an approach, local thinking is fuelled, and positive energies released for the well-being of the community as a whole.

Such models which are in connection with the implementation of endogenous solutions have been sampled throughout the ten (10) Regions of Cameroon ; they are expected to have a spill-over effect in order to revamp the said approach, thereby extending it to all villages and areas of our country. As a matter of fact, once development is perceived as everybody's business, and not as that of institutional actors such as the State or Council, it becomes obvious to provide several direct responses to problems faced by the populations in our villages and cities.

At the beginning of its third phase, the Program is actively poised to further, with more commitment and determination, a spirit of involvement of all actors/shareholders in the local development chain. In the event such a practice gains ground and has a spill-over effect. It is undoubtedly the well-being of the populations that will be sustainably taken into consideration, economies of scale that will be generated, not letting out the possibility, by the State, to proceed, with more serenity, in the settlement of the various issues that come across it. Thanks to its positioning, on a regular basis, as a laboratory of experimentation, PNDP has been providing, through its different examples, elements that are likely to fuel and spread its approach towards other localities in which its actions are said to be in an embryonic stage or even inexistent. This is a clarion call towards all mayors and their municipal executives, municipal counsellors, municipal staff, local political and religious authorities, populations at the grass-roots' level. Each one, in his own sphere, should be personally accountable to the long process towards an integral local development. ■

Sécurisation du patrimoine foncier

L'expérience sénégalaise nous parle

La gestion, l'organisation et la sécurisation des terres constituent les axes principaux de la mission d'échanges du Programme national de développement participatif (PNDP) au Sénégal.

Du 26 août au 02 septembre 2018, la délégation camerounaise du PNDP a eu des échanges fructueux avec les responsables de la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (SAED). La mission s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 1, du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (PASGIRAP) par le PNDP.

L'objectif principal de ladite mission a été d'acquérir auprès de la SAED, qui a une expérience reconnue en matière de développement des plans d'occupation des sols et du système d'information foncière en milieu rural, des connaissances nouvelles en vue de proposer un mode opératoire concernant les interventions en matière foncière au Cameroun.

C'est un projet qui vient résoudre les problèmes de dégradation continue des terres et des pâturages, d'accroissement des conflits et de non-durabilité des comités de gestion des ressources naturelles qui ont engendré au fil du temps une baisse de la productivité agropastorale et un appauvrissement des populations dans la région du Nord Cameroun.

La délégation camerounaise comprenait, outre Marie Madeleine Nga Coordonnateur national du PNDP, Dr Sadou, le Coordonnateur national du PASGIRAP, Mama Abakai maire de la commune de Lagdo, Djonfabe Joël, délégué régional-Nord du ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (MINDCAF), Nkami Georges, spécialiste socio-environnemental du PNDP, point focal pour la composante 1, Stéphan Kapto, assistant socio-environnemental au PNDP. La mission camerounaise a été accueillie par la direction du Développement et de l'appui aux collectivités locales (DDAC) du Sénégal, l'échange avec le directeur général adjoint de la SAED a permis d'avoir un aperçu global de l'organisation de la structure, ainsi que des questions de sécurisation foncière. A l'issue de cette rencontre, la délégation a également partagé les enseignements tirés du voyage, des échanges et visites de terrain avec l'équipe de la SAED qui n'a pas manqué, à travers son directeur, de réitérer la disponibilité de la structure à accompagner le processus de sécurisation foncière et à accueillir de nouveau, toutes les missions venant du Cameroun.

Pour rappel, le PASGIRAP a été conçu en 2013 pour répondre aux problèmes cruciaux de dégradation continue des terres et des pâturages, de celui de l'accroissement des conflits fonciers et agropastoraux qui engendrent dans le grand Nord-Cameroun une baisse de la productivité agricole, pastorale et un appauvrissement de la population, surtout en milieu rural. Financé par l'AFD sur fonds C2D, il est placé sous la maîtrise d'ouvrage conjointe du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et du ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales (MINEPIA).■

> PDPP III
La mise en œuvre des projets examinés à l'Est

La mission de supervision organisée pour le Projet de développement des peuples pygmées s'est effectuée du 26 août au 09 septembre à travers des sessions de plateformes communales dans plusieurs communes de la région du soleil levant. Elle s'est organisée, à tour de rôle, dans les salles des actes des communes de Nguelebok, Mbang, Ndélélé (Kadey), Gari-Gombo,Yokadouma, Salapoumbé et Moloundou (Boumba-et-Ngoko), et en présence des sous-préfets desdites localités, des délégués départementaux des Affaires sociales et de l'équipe du PNDP de la cellule régionale de l'Est. On a procédé au suivi de la mise en œuvre effective du Plan de développement des peuples pygmées phase III mis en place par le PNDP dans les régions du Centre, de l'Est et du Sud. Ainsi, dans chaque localité choisie, les participants ont finalisé les plans d'action, supervisé les sessions de la plateforme (instances mise en place au niveau communal pour rationaliser les interventions sur le terrain et présidées par le sous-préfet, le maire assurant la vice-présidence et le chef service d'actions sociales occupant le poste de rapporteur), partagé les plans d'action avec les membres de la plateforme. Les activités du PDPP III ont alors été lancées dans les communes bénéficiaires du projet.■

> Messok
CDP updated

From 29 to 30 August, 2018 the Council of Messok in the Upper-Nyong Division, gathered several local development stakeholders. Such encounter was in connection with the update of the Communal Development Plan (CDP). The update was done during the launching of a workshop organized by the Program (PNDP)

During the said encounter, discussions centered on supervising the holding of the above-mentioned workshop, actively taking part in such task in a bid to efficiently sensitize the involved stakeholders, and harmonize in coherence with the Local Support Unit (LSU), the methodology governing the Communal Urban Space Diagnostic (CUSD).

In all, overall 40 participants attended the said encounter, namely: the Sub-divisional Officer of Messok, the Program's team, the regional unit of the East region, the sector-based officials, the Mayor, the municipal executive and members of the Steering Committee (COPIL), village heads, representatives of associations, the Baka communities, the LSU and the ALUMNI CIG.■

> Search for Finance
Challenging task for councils

From 24 to 28 September 2018, participants from 40 municipalities located in the West Region attended a workshop on Project design and financing.

Mayors of the West Region, secretary-generals as well as senior executives involved in the promotion of projects', have been trained on the design techniques and concepts such as projects' life cycle, situation analysis methodology, logical planning framework, in particular, negotiation techniques, search for financing and practice of decentralized co-operation through a sharing of experiences. The workshop which took place Hôtel Malte in Dschang in the Menoua Division, brought together participants from 40 municipalities located in the West Region.

During the training which came after a selection process of Councils-based in the West Region under the 2018's Performance Desk mechanism, it emerged that the none mastery of projects design constitutes a main stumbling block both for councils and the Regional and Local Authorities.

Apart from conventions signed between the Program (PNDP) and the Special Support Fund for Mutual Assistance, well known by its French acronym as FEICOM, most of the Councils in the West Region are yet to effectively negotiate other partnership conventions. This situation is mainly due to the lack of human resources drilled on aspects such as identification, design of development projects aimed at searching for financing with different fund donors. Reasons for a dire need to organize a regional training workshop to build the capacities of councils in terms of projects design and search of finances.

Such trainingvcourses were rendered possible thanks to the support provided by FEICOM and the Regional Delegation of the Ministry of Economy, planning and Regional Development (MINEPAT). ■

> Garoua-Boulaï
Le Plan communal de développement actualisé

Un atelier de planification et de programmation a été organisé du 26 au 29 septembre 2018.

Important outil boussole de l'exécutif communal, s'inscrivant dans la politique de développement général de la commune, le Plan communal de développement (PCD) est un document qui nécessite d'être actualisé périodiquement en vue de son adéquation avec les évolutions socio-économiques, démographiques, environnementales, culturelles, etc. C'est pour cette raison que plusieurs personnalités de la commune de Garoua-Boulaï, parmi lesquelles le sous-préfet, les délégués départementaux, le chef service développement local du Lom et Djerem, l'exécutif communal, les membres du comité de pilotage (COPIL), les présidents de comités de concertation, les chefs de projets, l'équipe de l'organisme d'appui local (OAL) CNVD et le responsable renforcement et formation développement des capacités du PNDP-Est, se sont réunies pour planifier et programmer l'actualisation du PCD de ladite commune. L'objectif de cette rencontre est de pouvoir valider les cadres logiques sectoriels et spécifiques, le classement général et sectoriel des villages, définir le cadrage budgétaire de la commune et les programmes, élaborer les programmes techniques et le programme support, le cadre de dépenses à moyen termes (CDMT) et le cadre sommaire de gestion environnementale des Marchés publics du CDMT et enfin de prioriser les Objectifs de développement durable à travers l'analyse des programmes et à l'aide notamment de la grille d'analyse de développement durable. ■

MINEPAT
PNDP
Programme National de Développement Participatif

Avec le guichet performance,
Le PNDP récompense les communes les mieux gérées du Cameroun

- *Les communes en compétition par catégorie et par région*
- *Des critères basés sur la gestion budgétaire, la gouvernance, la transparence, les solutions endogènes et l'appropriation des outils et démarches du PNDP*
- *Un jury indépendant aux niveaux régional et national*
- *La remise des prix lors d'une cérémonie nationale.*

MINATD
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
AFD
FEICOM
SOCIETE CIVILE

« Le PNDP contribue au développement local à travers »

PCD 360 **P**lans **C**ommunaux de **D**éveloppement pour les communes, soit 329 disponibles et 31 en cours d'élaboration, recommandés depuis 2012 comme outil d'identification des projets de développement local, y compris du BIP.

Guichet Equité
Réalisation d'infrastructures socio-économiques, renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage pour toutes les communes du Cameroun.

Guichet Performance
Mise en compétition régionale des communes, débouchant sur l'octroi d'une prime aux trois communes les plus performantes, pour la mise en œuvre des microprojets.

PDPP Renforcement de la dignité des populations autochtones vulnérables BBBB par des appuis spécifiques en matière de citoyenneté et dialogue intercommunautaire, de santé, d'éducation, d'agriculture.

Solutions endogènes
Accroissement de la dynamique communautaire de l'engagement citoyen à la base.

REDD+
Contribution aux efforts de lutte contre les changements climatiques et à la finalisation de la stratégie nationale REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts).

HIMO
Opération à Haute Intensité de Main d'œuvre, pour la réalisation des infrastructures sociales, le développement de l'économie locale et l'insertion socio-économiques des jeunes.

Radios Communautaires
Appui à la création des radios au profit des communes et la réhabilitation de plusieurs radios existantes, pour renforcer la participation citoyenne.

Volet agropastoral
Amélioration de la croissance agricole en activant l'accès aux marchés et aux dérivés, productifs pour les populations.

Progiciel SIM_ba
Informatisation et modernisation de la gestion budgétaire et comptable des communes, pour contribuer à l'amélioration de la transparence et la gouvernance locale.

Progiciel Pro - ADP
Outil de gestion de la base de données des communes relatives aux investissements y réalisés, en vue de renforcer le processus de prise de décision.

ASGIRAP : Composante 1
Mise en place et animation des instances de concertation autour des ressources agropastorales au niveau communal et villageois, en vue de réduire les conflits.

SCORECARD
Evaluation de la satisfaction des populations bénéficiaires, sur la qualité de la fourniture de services dans les communes, notamment en matière d'hydraulique, d'éducation, de santé et services communaux.

Mécanisme de gestion des plaintes
Un numéro vert 8567 disponible pour collecter toutes les doléances et les plaintes adressées au PNDP.

PNDP
Programme National de Développement Participatif

WORLD BANK GROUP · AFD Agence Française de Développement · Cameroun 2C France Contrat désendettement & développement

CNC, PONT DRAGAGES, ENTRÉE UNESCO & PNUD
B.P.: 660 Yaoundé-Cameroun • Tél. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 • Email : pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org